

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

**Tebboune préside
une réunion de travail
sur les zones
Franches**

P. 24

ALGÉRIE - JORDANIE

**M. Boughali
reçu par le roi
de Jordanie**

P. 24

ALGÉRIE - RWANDA

**Le Général d'Armée Saïd
Chanegriha reçu à Kigali
par le ministre rwandais
de la Défense**

P. 24

AGRESSION CONTRE GHAZA

L'Algérie regrette le nouvel échec du Conseil de sécurité à s'élever à la hauteur des appels et aspirations des peuples

Le représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations unies (ONU), Amar Bendjama a exprimé son regret après un nouvel échec du Conseil de sécurité à s'élever à la hauteur des appels et aspirations des peuples, assurant que l'Algérie "ne s'arrêtera pas jusqu'à ce que le Conseil de sécurité assume pleinement ses responsabilités et appelle à un cessez-le-feu". Après l'utilisation par les Etats-Unis de leur veto face au projet de résolution présenté par l'Algérie au Conseil de sécurité, lequel appelle à un cessez-le-feu à Ghaza et rejette tout déplacement forcé des Palestiniens, M. Benjama a exprimé sa profonde gratitude à tous les membres pour leur participation constructive, tout au long du processus de négociation, et présenté ses remerciements à tous les Etats qui ont voté en faveur du projet de résolution et ceux qui ne se sont pas opposés à l'adoption de ce projet qui appelle à un cessez-le-feu à Ghaza. P. 24



BALANCE COMMERCIALE

**Excédent de 10,42
milliards de dollars
jusqu'à novembre 2023**

P. 6

TRAVAUX PUBLICS

**Plus de 289 milliards DA
affectés aux projets
du secteur en 2024
(ministre)**

P. 3

NEUROLOGIE

**La NeuroMyélite Optique
inscrite sur la liste
des maladies rares**

P. 10

SANTÉ

ARTHROSE

**Quels
sont les
traitements
possibles?**

Pp 12-13

F  T B A L L

LIGUE MOBILIS (18^E)

**Le leader
pour maintenir
le cap, choc des
mal-classés à Oran**

P. 21



**TÉLÉPHONIE
MOBILE**

**Hausse des
investissements
de Djazzy
de 38,5%
en 2023**

P. 6

ORAN

**Ouverture
du Salon
international
du tourisme,
des voyages et
du Transport**

P. 8

JUSTICE

Tabi reçoit le chef de la Délégation de l'UE en Algérie



Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a reçu mardi au siège du ministère, le chef de la Délégation de l'Union européenne (UE) en Algérie, Thomas Eckert, à la demande de ce dernier, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, les deux parties ont passé en revue «l'état des relations de coopération bilatérale entre l'Algérie et l'UE dans différents domaines» et ont exploré «les voies de leur renforcement notamment dans les domaines judiciaire et institutionnel». A cette occasion, le chef de la Délégation de l'UE a affirmé «sa disponibilité à contribuer à la mise en oeuvre des demandes de coopération adressées par les autorités judiciaires algériennes aux Etats membres de l'UE».

AUTORITÉ NATIONALE DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Table ronde avec les représentants des ministères des Finances et du Commerce



L'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) organise, mercredi, une table ronde avec les représentants du ministère des Finances et de celui du Commerce et de la Promotion des exportations, a indiqué mardi un communiqué de l'ANPDP. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la série de tables rondes initiées par l'ANPDP à la faveur de «son approche participative visant à accompagner les instances publiques concernées par le traitement des données à caractère personnel, et à passer en revue les démarches concrétisées dans les deux secteurs et les instances qui en dépendent en vue de mettre, dans une première phase, leur traitement en conformité avec les dispositions de la loi 18-07», précise le communiqué. La prochaine rencontre inclura «des organismes privés en vue de garantir la protection des droits du citoyen lors du traitement de ses données».

MASCARA

Séminaire national sur les pôles pénaux spécialisés



«Le système des pôles pénaux nationaux spécialisés en tant que mécanisme de lutte contre la criminalité» sera, jeudi, au centre d'une rencontre nationale à Mascara, a-t-on appris mardi des organisateurs. Les participants à cette rencontre, organisée à l'initiative de la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université «Mustapha Stambouli» de Mascara, aborderont plusieurs axes en lien avec le thème, dont le régime juridique des pôles pénaux nationaux spécialisés, les modes opératoires adoptés dans les pôles spécialisés et le rôle de ces pôles dans la lutte contre la criminalité, a indiqué à l'APS le Doyen de la Faculté, Dr. Debakla Mohamed. L'objectif escompté à travers cette rencontre, qui verra la participation d'enseignants-chercheurs de 17 établissements universitaires du pays, est de faire connaître ces instances judiciaires, la recherche des exigences de leur création, ainsi qu'à mettre en exergue les procédures en cours et leur rôle dans la lutte contre la criminalité, a fait savoir la même source.

AÏN TEMOUCHENT

Aucune perte enregistrée suite à une secousse tellurique



Les services de la Protection civile de la wilaya d'Aïn Temouchent n'ont enregistré aucune perte, suite à la secousse tellurique de magnitude 3 degrés sur l'échelle de Richter survenue mardi, a-t-on appris, auprès de cette instance. Les services de la Protection civile n'ont reçu aucun appel de détresse et n'ont enregistré aucune perte matérielle ou humaine, suite à cette secousse tellurique survenue aux environs de la commune de M'saïd, a indiqué à l'APS le directeur de la Protection civile d'Aïn Temouchent, le Lieutenant-colonel, Mourad Bensalem. Le communiqué du Centre d'Astronomie, Astrophysique et de Géophysique (CRAAG) a annoncé avoir enregistré cette secousse tellurique, mardi à 9 heures 16 minutes, de magnitude 3 degrés sur l'échelle de Richter dans la wilaya d'Aïn Temouchent. Le CRAAG a situé l'épicentre de cette secousse tellurique à 7 km, au Nord-ouest de Sassel, relevant de la commune de M'saïd. Cette secousse tellurique est la deuxième enregistrée dans la wilaya en moins d'une semaine, après celle enregistrée, vendredi dernier, à 7 km à l'Ouest de Bouzedjar, qui a atteint une magnitude de 4,1 degrés sur l'échelle de Richter, a-t-on indiqué.

OUARGLA

Session de formation en aquaculture au profit d'une cinquantaine de jeunes



Une session de formation sur l'aquaculture au profit d'une cinquantaine de jeunes a été ouverte mardi, à Ouargla, à l'initiative de la Chambre inter-wilayas de la Pêche et de l'aquaculture, a-t-on appris des organisateurs. Les participants à la session de formation sur l'aquaculture issus des wilayas d'Ouargla, Tamanrasset, Laghouat, El Méniaâ, Djanet et Ghardaïa reçoivent des cours théoriques et pratiques sur l'aquaculture, l'ensemencement, la pisciculture, les maladies qui affectent les poissons, les méthodes de réalisation des bassins de l'aquaculture, ainsi que les techniques d'alimentation des poissons, et sur la mise en oeuvre des projets d'aquaculture, a-t-on expliqué.

Cette formation de trois jours est encadrée par des enseignants universitaires, des cadres des centres de formation et de l'annexe d'Ouargla du Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture, selon la même source.

BOUIRA

1.415 commerces contrôlés



Au total, 1.415 commerces au chef-lieu de Bouira ainsi que dans d'autres villes de la wilaya, ont été contrôlés par les services de la sûreté de wilaya en janvier dernier, rapporte mardi un communiqué de cette institution sécuritaire. Ces opérations de contrôle se sont soldées par l'enregistrement de 19 infractions commerciales et économiques, l'envoi de mises en demeure pour 75 autres commerces, et la proposition de fermeture de 10 commerces, a-t-on ajouté informant que des dossiers pénaux ont été établis contre les contrevenants pour le «non-respect des lois et pratiques commerciales».

MASCARA

Campagne pour la prise en charge des personnes sans domiciles fixes (SDF)



Une vaste campagne pour la prise en charge des personnes sans domiciles fixes (SDF) a débuté, lundi dans la ville de Mascara, a-t-on appris du président du comité local du Croissant rouge algérien (CRA), Benali Derrir, initiateur de cette opération. Coïncidant avec la période hivernale, cette action citoyenne, mise en oeuvre conjointement avec la direction de l'Action sociale et de la Solidarité (DASS), la Sûreté de wilaya, la Protection civile et les services de la commune de Mascara, a été organisée, dans une première phase, dans la nuit de dimanche à lundi, a indiqué à l'APS M. Derrir. A l'issue de cette première sortie nocturne, 5 SDF ont été transférés vers l'Etablissement de prise en charge des personnes âgées de Mascara-ville, où elles devront bénéficier du suivi médical et psychologique, alors que des couvertures, des matelas et des repas chauds ont été distribués à une vingtaine d'autres personnes, a indiqué la même source.

TIZI-OUZOU

Arrestation du mis en cause dans le meurtre d'un policier à la retraite



La brigade de recherche et d'intervention de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Tizi-Ouzou, a arrêté, samedi dernier, le mis en cause dans une affaire d'homicide volontaire d'un policier à la retraite, a indiqué mardi un communiqué des mêmes services. Les faits remontent au 24 janvier dernier, où le mis en cause avait traqué la victime à sa sortie de la mosquée avant de l'agresser à l'arme blanche (couteau), et prendre la fuite ensuite vers une destination inconnue, la victime avait succombé à ses blessures le 31 janvier, précisé la même source. L'enquête diligentée par les services de police sous le contrôle du procureur de la République près le tribunal de Tizi-Ouzou, a permis d'identifier et d'arrêter le mis en cause avec récupération de l'arme du crime. Le mis en cause, âgé de 40 ans, a été présenté devant le procureur de la République territorialement compétent, pour homicide volontaire avec préméditation, ajoute la même source.

TUNISIE

Huit morts dans un accident de la circulation



Huit personnes ont trouvé la mort et quatre ont été blessées dans un accident de la circulation survenu mardi sur la route principale reliant les gouvernorats de Kébili et Gabès dans le sud de la Tunisie. L'accident est survenu suite à une collision entre un gros camion transportant des produits de nettoyage et une voiture de «louage» se dirigeant vers le gouvernorat de Gabès. Sept personnes parmi les passagers du «louage» sont mortes sur place, en plus d'un ressortissant africain qui marchait au bord de la route, tandis que 4 autres blessés ont été transportés en urgence à l'Hôpital régional de Kébili, a indiqué à l'Agence TAP citant une source de la protection civile.

APS

RENCONTRE NATIONALE

"Le Médiateur de la République : un acquis au service du citoyen", Président de la République : "la numérisation est inévitable"

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, mardi, que la numérisation était inévitable, insistant sur l'impératif de réduire les délais de sa généralisation, afin d'épargner au citoyen les déplacements entre les différents services administratifs.

"Chacun doit garder à l'esprit que la numérisation est inévitable et nécessaire, comme je n'ai eu de cesse de le souligner, de réduire les délais de sa généralisation afin d'épargner aux citoyens les déplacements entre les différents services administratifs", a affirmé le président de la République dans une allocution à l'ouverture des travaux de la Rencontre nationale organisée par l'Instance du Médiateur de la République à l'Ecole nationale d'Administration (ENA) Moulay-Ahmed-Medeghri (Alger), sous le thème "Le Médiateur de la République : un acquis au service du citoyen", lue en son nom par le Médiateur de la République, M. Madjid Ammour.

A ce propos, le président de la République s'est dit confiant quant à la capacité des cadres et des fonctionnaires dans les différentes administrations de "renforcer la crédibilité et l'efficacité des structures publiques, mus en cela par une volonté sincère, un sens moral et une conscience professionnelle".

Le président de la République a souligné que cette rencontre intervient pour approfondir la réflexion, élargir le dialogue et la consultation sur le service public que l'administration et les structures publiques doivent fournir et améliorer. Evoquant le thème choisi pour cette rencontre, le président de la République a indiqué qu'il incarnait "la mission de votre honorable institution, qui résume l'objectif fondamental vers lequel convergent les efforts de l'Etat avec



ses institutions et ses instances, celui de servir le citoyen".

Après le parachèvement des réformes constitutionnelles, législatives et judiciaires, "nous avons résolument préparé notre pays à relever les défis de la relance économique et de la promotion de la vie sociale dans toutes ses dimensions, notamment en matière de salaires, de logement, de santé, d'éducation et d'emploi", a fait valoir le président de la République, ajoutant que "dans le même temps, nous avons parachevé des programmes d'urgence et inclusifs visant à en finir avec les zones d'ombre et les manifestations de la misère et de la précarité, lesquels ont permis, grâce à Dieu, de sortir des milliers de familles de la

misère et de la souffrance". Il a, dans ce contexte, affirmé que l'administration moderne "ne se réalisera pleinement que par l'amélioration de la qualité du service public à travers la promotion de la performance, la libération de l'initiative, le renforcement du sens de la responsabilité et du devoir professionnel", soutenant qu'"une fois cet objectif concrétisé, la confiance du citoyen en les institutions et structures de l'Etat s'installera".

Le président de la République a, par là même, assuré que "la dignité du citoyen n'est pas un slogan conjoncturel mais une politique, une voie et une méthode de travail dans l'Algérie que nous bâtissons ensemble", soulignant que "le rapprochement de l'administration du citoyen n'est pas non plus un vain slogan mais une réalité reflétée par les mesures et les réalisations sur le terrain".

Le gouvernement est appelé à "œuvrer inlassablement pour faire des facilitations administratives et de la simplification des procédures une réalité tangible, à travers la création de canaux de coordination avec le Médiateur de la République", a insisté le président de la République, expliquant que les requêtes adressées au Médiateur de la République par les citoyens "peuvent constituer une importante référence pour la cristallisation de méthodologies permettant de lutter contre les dysfonctionnements, de refréner la négligence et les manquements et de préserver les intérêts des citoyens".

AFFAIRES RELIGIEUSES

La jurisprudence malékite, un facteur "important" dans l'unité du référent religieux de la société algérienne (Ministre)

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a affirmé mardi à Ain Defla, que la jurisprudence malékite est un facteur "important" dans l'unité du référent religieux de la société algérienne, le considérant comme "un référent par choix et non par nécessité".

M. Belmehdi, qui intervenait à la 16e édition du Forum international sur le rite malékite axé sur la thématique du "système des wakfs dans le rite malékite et son rôle civilisationnel et de développement", abrité par la maison de la culture Emir Abdelkader, a souligné que "la jurisprudence malékite est un facteur important dans l'unité de la société, et un repère lumineux au plan de la cohésion sociale et spirituelle".

"Le référent religieux national fondé dans les pays du Maghreb islamique, par des juristes religieux et érudits maghrébins, est un référent de choix et non de nécessité".

Il a fait valoir la société qui l'a adopté, tout en contribuant à sa valorisation et enrichissement", a-t-il ajouté.

S'exprimant sur le thème de ce forum, M. Belmehdi a souligné, qu'il va "contribuer au projet de développement pour lequel a plaidé le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et nous à tous invités à y adhérer, afin d'intégrer un système de développement durable dans tous les domaines".

"Les recherches et études qui seront présentées à ce forum vont constituer une valeur ajoutée dans plusieurs domaines qui impacteront positivement aux plans socioéconomique et de développement", a-t-il, en outre, estimé.

A son tour, le ministre tunisien des Affaires religieuses, Ibrahim Al-Chaïbi a souligné dans son allocution "la nécessité de l'implication de tout un chacun dans la conception des idées susceptibles de contribuer à l'élaboration de formules pratiques appropriées pour la solidarité sociale et construire la civilisation et le développement".

Il a ajouté que ce Forum international est une opportunité pour les participants "pour discuter de questions communes de manière à émettre des Fatwas contemporaines et développer un discours religieux éclairé inspiré de la jurisprudence Malékite et au diapason de son époque".

Pour sa part, Dr. Ahmed Mortada, de la République fédérale du Nigeria, a salué "les efforts de l'Etat algérien, à sa tête le président de la République, pour son rôle efficient et son intérêt pour les sciences islamiques, les Oulema et les chercheurs".

Cette 16e édition du genre a été marquée par la présence du conseiller du président de la République, chargé des Affaires religieuses, des Zaouïas et des Ecoles coraniques, Mohamed Hassouni, et du président du Haut conseil islamique (HCI), Bouabdallah Ghlamallah, aux côtés des autorités locales.

Outre sa participation au Forum, le ministre des affaires religieuses et des Wakfs a procédé à l'inauguration de l'école coranique de la vieille mosquée de la ville d'Ain Defla, et s'est rendu à la mosquée "Soltane Emir Abdelkader" de la commune d'Ain Soltane.

JOURNÉE MONDIALE DE LA JUSTICE SOCIALE

L'importance du caractère social de l'Etat consacré par le dernier amendement constitutionnel soulignée

Les participants à une conférence organisée, mardi à Alger, par le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) sur : "Caractère social de l'Etat : acquis, enjeux et défis pour un développement durable", ont mis en exergue l'importance du caractère social de l'Etat, consacré par l'amendement constitutionnel de 2020 et classé dans ses dispositions comme intangible.

Lors de cette conférence, organisés à l'occasion de la Journée mondiale de la justice sociale, en présence de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou, de représentants de nombreux secteurs ministériels et de la société civile ainsi que de la représentante du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les participants ont souligné les efforts consentis par l'Etat algérien pour préserver le caractère social en vue de "réaliser un développement humain durable et une justice sociale renforcée".

A cette occasion, le président du CNDH, Abdelmadjid Zaalani, a rappelé les actions entreprises par l'Etat algérien pour préserver son caractère social, dont la référence est "la Déclaration du 1 novembre et consacré par l'amendement constitutionnel de 2020 et classé dans ses dispositions comme non révisable".

L'objectif est de "réaliser un développement humain

durable et une justice sociale renforcée", a expliqué M. Zaalani ajoutant que l'Algérie célèbre cet événement à l'instar des pays du monde dans une dynamique où le triptyque Soins sanitaires pour les Algériens, Logement décent et Vie décente constitue une priorité que l'Etat a placée dans le cadre du processus de réforme globale et profond".

De son côté, la ministre de la Solidarité nationale a mis en avant les efforts fournis par l'Etat en vue d'atteindre le caractère social, à travers les différents mécanismes, relevant que les Hautes autorités du pays sont attachées à "la préservation du caractère social de l'Etat (...), par la consolidation du système de protection sociale qui repose sur le principe de justice et d'égalité des chances, en vue de relancer le développement socio-économique".

Cet attachement se traduit par l'affectation annuelle, a-t-elle dit, de "montants considérables aux transferts sociaux destinés à l'amélioration du cadre de vie du citoyen, à l'instar des secteurs de l'habitat, du travail, de la santé, de l'hydraulique et de la solidarité nationale.

De son côté, le Secrétaire général (SG) du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Merzouk Larbi, a indiqué que le caractère social est "parmi les principes essentiels de l'Etat algérien, souligné par le président de la

République, M. Abdelmadjid Tebboune, à travers les institutions et les orientations visant à prendre en charge les préoccupations et les aspirations des citoyens".

Il a, en outre, relevé que le ministère de l'Intérieur a focalisé sur les régions isolées, en sus de la réalisation de l'équilibre entre les wilayas, la relance et le développement de l'économie locale, à travers l'inscription de programmes complémentaires pour les régions qui ont accusé un

retard dans certains domaines.

De son côté, la représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, Blerta Aliko, a souligné la nécessité d'œuvrer inlassablement à l'éradication de toutes formes de ségrégation dans le monde et permettre l'émergence d'un monde empreint de justice sociale où tout un chacun puisse vivre et travailler dans la liberté, la dignité et l'égalité.

TRAVAUX PUBLICS

Plus de 289 milliards DA affectés aux projets du secteur en 2024 (ministre)

Un budget de 289,23 milliards DA a été alloué aux projets des Travaux publics et des Infrastructures de bases pour l'année 2024, destinés au développement et à l'entretien des routes, au renforcement de l'infrastructure des ports et des voies ferrées et du transport ciblé, a indiqué mardi à Alger le ministre du secteur, Lakhdar Rekhroukh.

Ces chiffres ont été avancés lors de l'exposé du ministre sur la stratégie de son département ministériel et ses programmes, devant les membres de la Commission de l'équipement et du développement local au Conseil de la nation, lors d'une séance présidée par M. Ilyes Achour, président de la Commission.

Le programme du secteur pour 2024 en matière de développement des routes comprend le lancement de projets relatifs au dédoublement des voies sur une distance de 461 km et à la réalisation de routes sur une distance de 43 km et la remise à niveau des routes sur

une distance de 309 km, selon les précisions de M. Rekhroukh.

S'agissant de l'entretien des routes, le programme tracé pour cette année comprend 38 opérations de renforcement sur une distance de 582,5 km et 58 opérations de maintenance des autoroutes en sus de 39 opérations de maintenance des routes des wilayas.

Pour l'infrastructure des ports, le programme comprend deux projets pour l'aménagement du front de mer et 11 opérations de renforcement de ports et 19 opérations de maintenance ordinaire de ports.

Quant aux projets de développement des infrastructures du Rail, le ministre a affirmé que 120 milliards DA y ont été consacrés, tandis que les projets de développement de l'infrastructure du transport ciblé ont bénéficié de 31 milliards DA, selon les chiffres avancés par le ministre.

Pour les projets des chemins de fer, M. Rekhroukh a précisé que les travaux

en cours concernent 2.773 km de nouvelles lignes, et 727 km concernent le dédoublement des lignes actuelles, relevant que les lignes exploitées avaient atteint 4.734 km alors que les lignes en cours d'études ont atteint 5.650 km.

Evoquant les projets d'aménagement des routes pour diminuer l'embouteillage dans la capitale, M. Rekhroukh a relevé que, en attendant l'intensification et le développement du réseau du transport public, le secteur a entamé une série de mesures proactives, et ce, à travers l'enregistrement de 27 projets relatifs à l'aménagement des routes et la réalisation de nouveaux ronds-points.

"Ce programme a été lancé avec 23 projets, avec un taux d'avancement de travaux oscillant entre 20% et 100%, tandis que le reste des projets démarra après leur dégel", a indiqué le ministre.

PÊCHE

Badani reçoit les présidents des Chambres de wilaya pour examiner les préoccupations des professionnels du secteur

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani a reçu, mardi au siège du ministère, les présidents des Chambres de wilayas de la Pêche et de l'aquaculture pour écouter leurs préoccupations et leurs propositions sociales et professionnelles soulevées au nom des professionnels du secteur, concernant la filière pêche, indique un communiqué du ministère.

La rencontre qui a duré près de 5 heures, en présence du Secrétaire général (SG) du ministère, du président de la Chambre nationale de Pêche et d'aquaculture, ainsi que de cadres du ministère, était une occasion pour les présidents des Chambres de wilayas d'exprimer les préoccupations des professionnels au niveau de chaque wilaya, ajoute la même source. Le débat a concerné plusieurs questions, portées principalement sur le fait de trouver des mécanismes pour financer la caisse dédiée à l'allocation de la fermeture biologique, en plus de la formation d'un groupe pour suivre la mise en œuvre des conclusions de la rencontre de coordination tenue entre le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques et le ministre du Transport le 11 janvier dernier, selon le ministère. Parmi les principaux points, le ministère a cité la problématique de gestion des ports de pêche et la protection de leurs sites, avec la nécessité d'assurer les

services logistiques, pour accompagner les professionnels de ce domaine, permettre aux pêcheurs d'importer les grands bateaux destinés à la pêche en haute mer, de moins de 5 ans, outre l'impératif de la séparation physique entre les activités de la pêche et de plaisance au niveau des ports de pêche, et la création et l'aménagement de lieux pour la fabrication de filets de pêche et d'aquaculture au niveau des ports, en plus du rapprochement des bureaux de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS), au niveau des ports de pêche, ainsi que la mise en œuvre du plan d'amerrissage au niveau des différents ports de pêche.

Il a été également décidé la formation d'un groupe de travail, avec la participation des présidents des chambres, en vue de suivre la mise en œuvre des recommandations de la rencontre de coordination entre



le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques et le ministre de l'Emploi, du Travail et de la sécurité sociale, le 21 novembre 2023 et qui a été consacrée au dossier de prise en charge de la sécurité sociale au profit des professionnels de la pêche, notamment en ce qui a trait à la reconstitution de la carrière professionnelle avant 2013 et d'autres points liés à la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS).

Il s'agit aussi de collaborer et de coordonner avec le ministère du Commerce, en vue de faciliter l'opération d'importation du matériel de pêche, encourager la pêche en hautes mers, dans l'objectif de contribuer à la consolidation de la production maritime, à travers l'exploitation de nouvelles zones de pêche, développer les investissements dans le domaine de la pêche et s'accorder sur le début de la réception des dossiers des pêcheurs

concernés par la passation de l'examen des certificats d'aptitude et de compétence au début du mois prochain de mars au plus tard.

Lors du débat, les présidents des chambres ont affiché «une grande conscience» quant à la nécessité d'une application stricte des lois à l'effet de préserver la ressource poissonneuse et sa pérennité. En conclusion, le ministre a mis en avant l'attachement du secteur à appliquer entièrement les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à l'amélioration des conditions socio-professionnelles des pêcheurs, et ce en coordination avec les différents secteurs partenaires, appelant à «la nécessité de tenir des rencontres de coordination périodique avec les présidents des chambres de wilaya, en vue de poursuivre le dialogue, le débat et l'examen des préoccupations soulevées, dans l'objectif d'un développement et d'une promotion idoine de la filière de la pêche».

SOCIÉTÉ CIVILE

Accompagnement des acteurs de la société civile en matière d'entrepreneuriat, thème d'une rencontre entre MM. Benbrahem et Oualid

Le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbrahem a passé en revue, mardi, avec le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, les opportunités de coopération dans les domaines de la formation et de l'accompagnement des associations et des acteurs de la société civile en matière d'entrepreneuriat. Cette rencontre a été l'occasion de passer en revue les opportunités de coopération entre l'Observatoire et le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-

entreprises dans les domaines ayant trait à la formation et à l'accompagnement des associations et des différents acteurs de la société civile en matière d'entrepreneuriat, dans de nombreuses spécialités à l'instar des professions libérales et de l'artisanat, a indiqué un communiqué de l'ONSC.

Cette coopération bilatérale vise à «encourager et promouvoir l'économie nationale et à œuvrer pour l'intégration des associations et des acteurs de la société civile dans la vie économique, en les érigeant en source de richesse, au vu des mesures incitatives et des mécanismes de soutien

mis en place par l'Etat algérien, destinés principalement à encourager les initiatives des jeunes, des associations et des membres de la société civile».

Lors de cette rencontre, M. Benbrahem a relevé «la nécessité d'œuvrer au développement des capacités et des compétences des acteurs de la société civile en la matière et de création d'entreprises activant dans différents projets». Les deux parties ont, également, convenu d'organiser des initiatives de terrain visant à «diffuser la culture entrepreneuriale au niveau local», à l'instar d'une initiative axée sur l'auto-entre-

preneur, qui sera organisée dans les prochaines semaines, et de celle de l'agence mobile «Tamkine» qui sillonnera les différentes régions du pays dans les prochains jours. Cette rencontre de concertation était, en outre, l'occasion de «souligner l'engagement des deux parties à constituer un groupe de travail conjoint pour la coordination, la coopération et le suivi, et un autre groupe de travail qui se chargera de la mise en œuvre de ses conclusions, de manière à permettre le développement du travail et du rôle de la société civile en Algérie», conclut le communiqué.

COMMUNICATION

M. Laagab installe deux commissions de veille et de suivi des programmes ramadanesques et sportifs

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab a installé, mardi, deux Commissions de veille chargées du suivi des programmes dédiés au mois de Ramadhan et devant être diffusés sur les chaînes de Télévision, et aux programmes sportifs, indique un communiqué du ministère.

Les deux commissions veilleront sur «le respect des orientations du ministère de la Communication, à travers les programmes dédiés au mois sacré, lesquels doivent être aussi variés que ciblés, mais aussi le suivi du contenu des programmes sportifs diffusés dans les différents médias», précise le communiqué.

Cette installation intervient suite à la rencontre du ministre, le 27 janvier dernier, avec les directeurs des chaînes de télévision pour tracer les grandes lignes de la grille dédiée au mois de Ramadhan, ainsi que sa rencontre, début février, avec les journalistes et responsables de la presse sportive qu'il a appelés au respect de l'éthique profession-

nelle lors de l'accomplissement de leurs missions. «Nous sommes appelés, aujourd'hui, à assumer la responsabilité morale et à suivre tout ce qui est diffusé par les différents médias, quelle qu'en soit la nature, notamment après avoir enregistré nombre de dépassements de la part de journalistes, eux-même, ou par les responsables de diffusion», a affirmé M. Laagab à cette occasion. Le ministère «prendra les mesures nécessaires en cas de dépassements», a-t-il mis en garde, ajoutant que «l'objectif suprême est de servir le citoyen et les médias».

A noter que la Commission de suivi des programmes dédiés au mois sacré sera scindée en équipes qui veilleront «au suivi de tout ce qui sera diffusé durant le mois de Ramadhan», de même pour la deuxième Commission qui assurera le suivi de tout contenu sportif diffusé à travers les différents médias électroniques, radiophoniques et audiovisuels, ainsi que la presse écrite», ajoute la même source.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Une mission de chefs d'entreprises italiennes en avril à Oran

Une mission de chefs d'entreprises italiennes de production de composants automobiles se rendra à Oran dans le cadre d'une mission d'affaires, organisée par l'Ambassade d'Algérie en Italie et l'Association Nationale italienne de la Filière de l'Industrie Automobile (ANFIA) pour prendre part à la Convention internationale des sous-traitants automobiles que le Groupe Stellantis Algérie projette d'organiser à Oran les 15 et 16 avril 2024.

Suite au lancement officiel de la production du premier véhicule FIAT en Algérie le 11 décembre 2023, une nouvelle étape importante se profile dans le renforcement de l'implantation en Algérie des entreprises italiennes spécialisées dans la production des composants automobiles. Dans cette perspective, Monsieur Abdelkrim Touahria, Ambassadeur d'Algérie à Rome, a effectué une visite de travail à Turin, la capitale italienne de l'industrie automobile, les 19 et 20 février 2024, en vue de préparer activement la mission d'affaires, organisée sous l'égide de l'Ambassade et de l'Association Nationale de la Filière de l'Industrie Automobile (ANFIA), devant prendre part à la prochaine Convention internationale des sous-traitants automobiles que projette d'organiser le Groupe Stellantis Algérie à Oran les 15 et 16 avril 2024. Cette mis-

sion composée d'une dizaine de chefs d'entreprises opérant dans le domaine de la production des composants automobiles, découle du succès marquant du forum économique sur les opportunités d'affaires dans le secteur automobile en Algérie, que l'Ambassade d'Algérie à Rome avait organisé à Turin le 29 mai 2023, en collaboration avec l'ANFIA.

Dans ce cadre, l'Ambassadeur a engagé des discussions productives avec le Directeur général de l'ANFIA, M. Gianmarco GIORDA, concernant les modalités pratiques de cette mission, fruit de la collaboration intense entre la représentation diplomatique algérienne et cette prestigieuse association italienne. Outre sa participation à l'événement d'avril prochain à Oran, le Directeur Général de l'ANFIA a indiqué la disponibilité de son institution à accompagner le Ministère de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique pour le renforcement des capacités algériennes en matière de formation dans l'industrie automobile et à mettre à sa disposition son expertise pour la création d'une éventuelle Association Algérienne dédiée à l'industrie automobile. Parallèlement, des rencontres avec plusieurs représentants du patronat italien, dont l'Union industrielle de Turin, ont été initiées dans le but de créer

davantage de synergies entre les entreprises des deux pays activant dans le domaine de l'industrie automobile. M. Touahria a effectué des visites approfondies au sein d'entreprises de renommée telles que Draxmaier, Sigit, Hexagon, des leaders dans la production de composants automobiles et d'équipements connexes. Ces visites ont été l'occasion propice pour présenter les avancées significatives enregistrées par l'économie algérienne dans ce domaine, démontrant ainsi le potentiel de partenariats fructueux. Profitant de cette opportunité, l'ambassadeur a également rencontré des entrepreneurs au sein de la communauté algérienne établie dans le nord de l'Italie, dans le but de les sensibiliser sur l'importance de cette mission et de les encourager à y participer activement.

Dans ce contexte, il a mis en avant les opportunités découlant de l'ouverture récente par l'Agence Algérienne de la Promotion de l'Investissement (AAPI) d'une plateforme numérique dédiée au dépôt des demandes d'octroi de terrains industriels. Ces initiatives témoignent de l'engagement des plus hautes autorités du pays à mobiliser les membres de la communauté nationale résidant à l'étranger pour contribuer au développement économique de l'Algérie.

BISKRA

Visite guidée au profit des journalistes à l'Ecole supérieure des troupes spéciales

L'Ecole supérieure des troupes spéciales (ESTS) Chahid Mustapha Khoja appelé Si Ali à Biskra a accueilli mardi les représentants des médias nationaux pour une visite guidée de présentation des missions de cet établissement de formation militaire.

Dans son allocution à l'occasion, le commandant de l'ESTS, le général Kamel .H, a affirmé que «cette initiative qui coïncide avec la célébration de la journée du chahid (18 février) s'inscrit dans le cadre du plan de communication de l'Armée nationale populaire et vise à consolider le rapport armée-nation ainsi qu'à présenter les missions et la nature de la formation de l'arme des troupes spéciales et l'intérêt accordé par l'état-major pour la formation de ressources humaines de haute compétence».

Les journalistes ont suivi à la salle des conférences un documentaire sur les étapes de création, d'évolution de cette école et de développement de la formation théorique et pratique assurée



aux stagiaires et participants aux sessions de formations spéciales des officiers et sous-officiers par les cadres de l'école.

Les représentants des médias ont assisté à des exercices de tir aux armes légères et d'intervention pour le contrôle de groupes ennemis simulant des mis-

sions réelles des troupes spéciales. Ils ont également reçu des explications détaillées sur les structures de l'ESTS, ses équipements et les armes utilisées ainsi que sur les installations pédagogiques d'apprentissage de la tactique, de la topographie et des langues. L'ESTS assure la formation spécialisée

physique et militaire des officiers et sous-officiers pour l'exécution des missions qui leur seront confiées et pour diriger avec haute compétence les unités actives dans toutes les circonstances.

Les visiteurs de l'école ont également découvert les structures pédagogiques mises à la disposition des stagiaires militaires durant les phases de formation des éléments des troupes spéciales simulant les multiples conditions de terrain ainsi que les structures de loisirs et de sport de l'établissement. Les représentants des médias nationaux ont assisté également à une exposition de l'unité des arts martiaux Kuk sool incluant l'utilisation des armes et la lutte au corps à corps et sur les étapes d'entraînement au saut des parachutistes.

BOUMERDES

Près de 60 projets innovants au concours sur le développement durable de l'énergie

Une soixantaine de projets innovants sont en compétition à partir de mardi, à l'Université M'hamed Bougara de Bumerdes, dans le cadre d'un concours inscrit au titre de la rencontre nationale des clubs scientifiques sur le développement durable du secteur énergétique en Algérie. Abrisé pour la première fois par la Faculté de technologie et animé par des étudiants de 39 universités nationales porteurs d'idées et de projets innovants, ce concours a été lancé par le sous-directeur des énergies renouvelables au ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Nouredine Salhi, en sa qualité de représentant du Ministre du secteur, en présence du recteur de l'université, Mustapha Yahy, d'enseignants universitaires et de représentants de différents établissements et organismes.

«Une grande importance est conférée à la sécurité énergétique et sa contribution à la relance économique, dans la cadre d'un développement durable», a indiqué M. Salhi, dans son allocution du début de cet événement de trois jours, organisé sous le signe «La sécurité énergétique pour relancer l'économie nationale», soulignant que la consécration de

la sécurité énergétique est «cruciale pour la stabilité et la prospérité du secteur industriel».

Il a ajouté que la nouvelle stratégie nationale axée sur les ressources industrielles dans les domaines des énergies renouvelables et du renforcement des compétences en matière d'énergie est «dictée par notre prise de conscience des défis auxquels le pays est confronté, dans un environnement mondial en perpétuelle mutation».

Le représentant du ministre a également assuré l'engagement du secteur industriel à «orienter les investissements vers des projets d'énergies renouvelables et au soutien des technologies modernes qui améliorent la productivité du secteur industriel et réduisent la dépendance aux ressources non renouvelables, parallèlement au renforcement de la coopération pour développer des projets communs dans les domaines de l'énergie et de l'industrie». Pour le recteur de l'université de Bumerdes, il s'agit d'une rencontre d'information et de formation, ouverte aux étudiants et aux partenaires, notant que l'université algérienne «jouit d'une multitude de perspectives lui permet-

tant de s'ouvrir sur son environnement et sur la société».

Il a également qualifié ce concours supervisé par un jury composé de spécialistes du domaine, de «plate-forme pour le développement et l'accompagnement des idées innovantes sur les thèmes de la sécurité énergétique et du développement durable, entre autres».

L'objectif étant «l'encouragement et la consécration du principe de compétition et de connaissance entre les étudiants algériens, l'échange d'opinions, l'exposition des problèmes et la proposition de solutions», a-t-il précisé. A son tour, le responsable de l'organisation, le professeur Samir Lachhab a indiqué que le but de ce concours national, qui sera clôturé par la distribution de prix aux trois premiers lauréats, est d'«accompagner la politique de l'Etat en matière d'encouragement des idées innovantes dans le domaine de l'énergie, en vue de consacrer la sécurité énergétique et le développement durable».

Les projets en compétition sont principalement axés sur les thèmes de l'énergie, les énergies renouvelables, le recyclage, l'hydrogène, la chimie, les hydrocarbures et le gaz.

ANNABA

La réouverture de l'hôtel Seybouse International promouvra le tourisme d'affaires (ministre)

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a déclaré, mardi à Annaba, que la réouverture de l'hôtel Seybouse International, avec des spécifications de qualité et des normes internationales, «permettra de promouvoir le tourisme d'affaires à Annaba, tout en stimulant cette destination touristique».

Présidant la cérémonie de remise en exploitation de cet établissement hôtelier urbain, classé 5 étoiles, resté fermé durant plus de six ans en raison de travaux d'agrandissement, d'aménagement et de réhabilitation qui ont nécessité un investissement public de plus de 11 milliards de dinars, le ministre a souligné que l'hôtel Seybouse International est «une attraction touristique de référence» à Annaba, «capable, aujourd'hui, de fournir des services modernes et de haute qualité, conformes aux exigences du tourisme d'affaires, tout en promouvant le tourisme dans toute la région».

M. Didouche a inspecté les différentes installations de cet établissement hôtelier public, d'une capacité de 500 lits et employant 300 travailleurs, dont de nombreux jeunes diplômés des instituts de formation hôtelière, s'attardant notamment dans les trois nouveaux auditoriums, la salle de banquets de 400 places conçue pour accueillir des événements artistiques, scientifiques et culturels, les piscines, les espaces de services et de loisirs et le parking d'une capacité de 144 véhicules. Le ministre a également visité, dans le même hôtel, une exposition d'artisanat traditionnel où il a mis l'accent sur l'importance de promouvoir les produits artisanaux et de leur donner une «touche artistique locale», ce qui contribuera, selon lui, à la promotion des activités artisanales dans la région. M. Didouche a ensuite présidé une cérémonie symbolique de remise de la carte numérique professionnelle à un groupe d'artisans actifs dans la wilaya d'Annaba, avant de se rendre dans la zone d'expansion touristique de la Corniche d'Annaba où il s'est enquis de la situation de l'investissement touristique dans la wilaya. Il a souligné, à ce propos, «l'importance d'assainir le foncier touristique et de l'exploiter pour mettre en place des projets touristiques intégrés et structurants à même de contribuer à la promotion d'Annaba en tant que destination touristique de premier ordre».

Le ministre a rappelé, dans le même contexte, «l'important potentiel touristique haut de gamme qui caractérise les zones d'expansion touristique de Seraïdi et de Chetaïbi, ainsi que la Corniche d'Annaba», soulignant la nécessité de les exploiter pour créer des investissements touristiques «du niveau des potentialités de cette wilaya». M. Didouche a également inspecté le projet de route touristique entre Ain Achir et Oued Begrate, dans la commune de Seraïdi, où il a écouté un exposé sur la dimension touristique de ce projet de 6 km, surplombant la mer et qui reliera la Corniche d'Annaba à la plage d'Oued Begrate. Ce projet pour lequel une enveloppe financière de 5,6 milliards de dinars a été allouée, sera réceptionné «d'ici à la fin de l'année 2025», a-t-on affirmé. Le ministre a également visité l'hôtel Panorama (4 étoiles), d'une capacité de 480 lits, en phase d'achèvement à Sidi-Aïssa, au chef-lieu de wilaya, et qui entrera en service avec l'ouverture la prochaine saison estivale, avant de suivre une présentation des projets d'investissement intégrés en cours de réalisation sur le même site, combinant hébergements hôteliers et équipements touristiques.

OUARGLA

La contribution des bibliothèques et centres d'informations dans le développement durable mise en exergue (rencontre)

Les participants à un séminaire sur «la bibliothèque et le livre», tenu mardi à Ouargla, ont mis en avant la mission des bibliothèques et les centres de l'information dans la réalisation du développement durable. Dans sa communication intitulée «Le développement durable et les centres d'information», le président de l'association des bibliothèques et de l'information algériennes (wilaya de Djelfa), Lakhdar Ayach, a souligné que «les bibliothèques et centres de l'information font partie des principaux éléments aux volets de la technologie et du savoir dans les sociétés d'aujourd'hui l'importance de mettre à profit, d'une manière efficace, ces structures pour atteindre le développement durable». Pour ce faire, l'intervenant a estimé nécessaire la mobilisation des ressources humaines d'une manière équilibrée et l'exploitation des technologies modernes pour assouvir les attentes des usagers de la numérisation. L'intervenant a, à ce titre, évoqué les missions dévolues aux associations des bibliothèques et structures de connaissances dans la relance du programme de développement durable par l'organisation des manifestations culturelles et ateliers de formation aux fins d'ancrer la culture de développement auprès des générations et la valorisation des missions de ces structures culturelles et de savoir dans la conservation et la préservation du legs culturel et la contribution au développement des fortes sociétés de culture. Dans son exposé sur «le développement durable, notions et contraintes», Mohamed Lamine Charbi, de l'université Kasdi Merbah (Ouargla), a passé en revue les concepts de dé-

veloppement durable, des dimensions socio-économiques et environnementales, technologiques, administratives et techniques, les objectifs et contraintes entravant le développement durable, en plus de l'exposition des modèles réussies dans le développement de ce volet de développement.

Devant s'étaler sur trois jours, cette rencontre prévoit une série de communications et des ateliers à animer par des documentalistes et bibliothécaires sur l'appui des plans et visions de développement national, la contribution des structures de documentation en Algérie dans le développement durable, les centres d'archives et le développement, centre d'archives de la wilaya d'Ouargla comme modèle. Placé sous le signe «Les centres de connaissance, perspective de développement durable», cette rencontre faisant partie des objectifs du programme de développement durable-2030 de l'ONU tend à mettre en exergue les missions et objectifs des bibliothèques et développer la numérisation de ces structures eu égard à leur contribution au rayonnement culturel et la réalisation du développement durable, a indiqué la présidente du séminaire et responsable du service d'archives et lecture à la maison de la culture Moufidi Zakaria d'Ouargla, Zahra Amirouche. Les travaux de ce séminaire ayant regroupé un aéropage d'universitaires, archivistes, de la wilaya et d'autres régions du pays, seront sanctionnés par l'adoption des recommandations allant dans le sens de la valorisation de la mission de ces structures.

APS

ORAN

Près de 250 exposants attendus au Salon international de l'industrie, de l'énergie et de l'exportation

Près de 250 exposants, nationaux et étrangers, sont attendus à la 6ème édition du Salon international de l'industrie, de l'énergie, de la logistique et de l'exportation (Oran Invest-Expo), prévu à Oran du 4 au 7 mars prochain au Centre des conventions "Mohamed Benahmed", a-t-on appris du Commissaire de cette manifestation, Ahmed Haniche.

Le Salon regroupera pas moins de 180 entreprises nationales, privées et publiques, spécialisées dans les activités industrielles, outre des sociétés étrangères et des représentants des filières de sociétés étrangères actives en Algérie de Chine, d'Italie, du Pakistan et du Vietnam, entre autres.

M. Haniche a indiqué à l'APS que cette manifestation, qui verra une forte participation des entités économiques publiques opérant dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, de l'électronique et du bâtiment, "vise à insuffler une dynamique efficiente entre les différents opérateurs et à relancer le développement et le partenariat orientés vers l'investissement, outre le fait d'offrir un espace d'échange entre les professionnels et les opérateurs".

La même source a, d'autre part, fait savoir que le Salon verra la participation des représentations diplomatiques accréditées en Algérie de plusieurs pays européens et africains, dans l'optique de se rapprocher davantage des exposants et des professionnels et pour explorer les opportunités d'investissement direct et l'exportation du produit algérien.

Par ailleurs, dans le but d'inciter les étudiants et les jeunes porteurs de projets innovants, un stand a été réservé, à titre gracieux, à l'Ecole polytechnique d'Oran "EPO Maurice Audin", ainsi qu'à 15 autres porteurs de projets et d'auto-entrepreneurs de plusieurs régions du pays.

"Le but est de les rapprocher davantage des acteurs économiques et de leur permettre de trouver les opportunités de financement pour la concrétisation de leurs projets", a-t-on indiqué.

Il est à signaler que des conférences-débats devant s'articuler sur les thèmes en lien avec la modernisation de l'activité économique, le partenariat gagnant-gagnant, l'incitation à l'investissement, figurent au programme de cette manifestation organisée par l'Agence "Sunflower".

Il convient de rappeler que pas moins de 40 contrats de partenariat entre des opérateurs nationaux et étrangers et d'autres entre des opérateurs étrangers, portant sur divers segments d'activité, ont été conclus lors de la précédente édition du Salon.

MÉDÉA

Prévision d'extension de 2.400 hectares de la superficie agricole irriguée (Direction)

La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Médéa prévoit une extension de près de 2.400 hectares de la superficie agricole irriguée pour atteindre le seuil des 15.000 hectares de cultures irriguées durant l'actuelle saison agricole, a-t-on appris mardi auprès de cette structure.

Des démarches sont entreprises en direction des agriculteurs, en particulier ceux activant dans les filières stratégiques comme la céréaliculture, pour les impliquer dans cette opération et faciliter, ainsi, la réalisation de l'objectif tracé en matière d'irrigation, a fait savoir le DSA, Kadour Aid.

"Outre l'appui et l'assistance techniques dont vont bénéficier les agriculteurs adhérant à l'opération, des mesures sont prises en vue de la mobilisation des ressources hydriques nécessaires pour l'irrigation des terres qui viendront s'ajouter à la superficie agricole irriguée qui s'étend actuellement sur 12.600 hectares", a-t-il précisé.

Le directeur a ajouté que des instructions fermes ont été données, dans ce sens, par le wali Djahid Mous lors d'un récent conseil de l'exécutif restreint consacré à ce sujet, pour l'optimisation de l'infrastructure hydraulique existante (petits barrages et retenues collinaires) et destinée initialement à l'irrigation, de sorte à mobiliser les eaux nécessaires à l'irrigation des 2.400 hectares supplémentaires visés par cette opération d'extension.

Des facilités seront accordées, en outre, aux agriculteurs pour la réalisation de nouveaux forages pour ne plus être tributaires des seuls apports pluviométriques pour l'irrigation de leurs parcelles, a-t-il souligné.

BALANCE COMMERCIALE

Excédent de 10,42 milliards de dollars jusqu'à novembre 2023

La balance commerciale de l'Algérie a enregistré un excédent de 10,42 mds USD durant la période janvier - novembre 2023, a indiqué, mardi à Alger, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni.

Lors d'une séance d'audition devant la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Guerrache Toufik, président de la Commission, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Zitouni a précisé que la valeur des importations jusqu'à novembre 2023 avait atteint 44,32 mds USD, tandis que celle des exportations avait enregistré 54,75 mds USD durant la même période.

"L'excédent enregistré reflète la politique d'organisation et de rationalisation des importations ayant permis de remplacer ces dernières par une production nationale diversifiée, de promouvoir les exportations et d'éliminer le phénomène de surfacturation, dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du Président de la République



par rapport à la promotion de l'outil de production nationale", a expliqué le ministre.

Les exportations hors hydrocarbures ont atteint 5,07 mds USD jusqu'à novembre 2023, selon M. Zitouni qui a précisé qu'il s'agissait, pour ces données, des premiers

chiffres qui n'englobent pas les exportations du secteur tertiaire.

L'importation encadrée par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations relative à la vente en l'état a, quant à elle, été estimée à 10,1 mds USD durant la même

période, dont 1,85 mds USD d'importation de différents types de véhicules, selon le bilan présenté par le ministre qui a souligné que les factures faisant l'objet de licences octroyées durant l'année 2023 a atteint 11.246 licences au profit de 7.234 importateurs.

TÉLÉPHONIE MOBILE

Hausse des investissements de Djezzy de 38,5% en 2023

L'opérateur de téléphonie mobile, Djezzy, a réalisé des investissements de plus de 24,9 milliards de dinars en 2023, en hausse de 38,5% sur un an, selon un communiqué publié mardi par cette entreprise publique.

Ces investissements représentent un ratio de 25% du chiffre d'affaires, permettant à l'entreprise d'étendre "significativement" la couverture 4G et d'améliorer le débit et la latence pour assurer une meilleure qualité de service aux clients, mais aussi d'étendre son réseau de boutiques, notamment dans les nouvelles wilayas du sud, souligne la même source.

En 2023, Djezzy a enregistré un chiffre d'affaires de 102,4 milliards de dinars en 2023, en hausse de 9,5% en glissement annuel, précise l'entreprise.

Le bénéfice avant intérêts, impôts,

dépréciation et amortissement (EBITDA) de la société s'est élevé, quant à lui, à 45,5 milliards de dinars enregistrant une hausse de 8,4% par rapport à 2022, selon la même source.

L'opérateur a enregistré, également, en 2023, une "hausse notable" de sa base d'abonnés, avec plus de 700.000 nouveaux clients, portant le nombre des clients à 15,6 millions, soit une croissance de 4,5% par rapport à la même période en 2022, est-il relevé dans le communiqué.

D'autre part, l'opérateur a fait part dans son communiqué, d'un chiffre d'affaires de 26,8 milliards de dinars, réalisé au 4ème trimestre 2023, soit une augmentation de 10,4% par rapport à la même période en 2022.

Concernant ses programmes de digitalisation, l'opérateur a souligné qu'il "pour-

suit sa stratégie visant à accélérer ces programmes avec l'appui du Fonds national d'investissement (FNI), en vue de contribuer au développement numérique du pays", cela tout en "consolidant ses partenariats stratégiques avec Algérie Télécom et Algérie Télécom Satellite pour le développement de solutions technologiques innovantes".

Djezzy a mis en avant, également, des accords signés avec des institutions majeures, dont le ministère de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique, l'Agence nationale des parcs technologiques (ANPT) et l'Algerian startup fund (ASF), qui "visent à accompagner les jeunes porteurs de projets dans leur nouveau parcours professionnel, créant ainsi une passerelle entre le monde académique et celui de l'entreprise".

GECF

Le sommet d'Alger permettra de mettre l'accent sur le rôle important du gaz à l'avenir (expert)

Le 7^e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), prévu du 29 février au 2 mars en Algérie, permettra de mettre l'accent sur le rôle important du gaz à l'avenir, étant "une matière indispensable que l'on ne saurait remplacer par les énergies renouvelables (ENR)", a indiqué, mardi à Alger, l'expert international en prix du pétrole et politiques énergétiques, Dr. Mamdouh Samana.

Cette déclaration a été faite lors d'une conférence organisée par le ministère de la Communication sur "Les prix du pétrole, entre la réalité de l'offre et la demande et le contrôle de la spéculation", qui s'est déroulée en présence du ministre de la Communication, Mohamed Laagab, de directeurs d'établissements médiatiques et de nombres de cadres supérieurs.

M. Salama, également conseiller en énergie auprès

de la Banque mondiale (BM), a fait savoir que l'importance du gaz "est au même niveau que celle du pétrole dans le monde", soulignant que "cette matière est indispensable et ne saurait être remplacée par les ENR".

Dans ce cadre, l'expert jordanien a estimé que la transition énergétique "est surévaluée, eu égard à l'importance du gaz et de sa capacité considérable à produire de l'électricité par rapport aux ENR qui, elles, constituent des énergies intermittentes ne pouvant pas couvrir les besoins mondiaux". "C'est là qu'intervient le rôle de l'Algérie pour mettre en exergue l'importance de cette matière notamment à travers le GECF, outre sa démarche visant un consensus entre les Etats à même d'assurer l'organisation du marché du gaz et davantage de rentabilité aux pays producteurs et exportateurs de gaz", a soutenu M. Salama. Le

Conseiller de la BM a ajouté qu'au regard des objectifs pour lesquels se tient le Sommet, figure notamment "la préservation des intérêts des pays producteurs et exportateurs du gaz, ainsi que les intérêts des consommateurs, devant certaines démarches qui visent à maintenir bas les cours du gaz, il est attendu que le Sommet d'Alger soit "un succès", soulignant que cet événement constituera "un point de transformation dans l'histoire du marché du gaz dans le monde", d'autant plus qu'il confèrera une sorte de stabilité mondiale autour du gaz et de ses prix, en sus de son rôle à l'avenir.

Evokant les cours de pétrole, l'expert estime que "la manipulation et la spéculation ne tiendront pas pour longtemps", tout en prévoyant leur augmentation l'année en cours. Dans son intervention, l'expert algérien en questions géostratégiques, Lagha

Chegrouche, a affirmé que la tenue du Sommet d'Alger a "une signification substantielle", indiquant que l'Algérie est "capable de rapprocher les points de vue, à même de préserver les intérêts des pays exportateurs de cette énergie et de construire un terrain d'entente stratégique".

Selon l'expert, l'Algérie est à l'avant-garde des initiatives inhérentes à l'industrie gazière, rappelant qu'elle a été le 1^{er} pays à avoir exporté le gaz liquéfié depuis le complexe industriel de liquéfaction de gaz naturel d'Arzew, ce qui l'érige en "pays particulier et pionnier dans cette industrie".

Concernant le 7^e sommet du GECF en Algérie, il a estimé que l'événement permettra de "discuter de questions de fond", affirmant qu'il sortira avec "des décisions stratégiques dans le domaine du gaz en vue de garantir les intérêts des parties".

PÉTROLE Le Brent termine à 82,34 dollars

Les cours du pétrole ont baissé mardi. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, a cédé 1,46% à 82,34 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mars, dont c'était le dernier jour de cotation, a reculé de 1,27% à 78,18 dollars.



GAZ La production mondiale a dépassé les 4.000 milliards de mètres cubes en 2023 (GECF)

La production mondiale de gaz a atteint 4.051 milliards de mètres cubes en 2023, selon le rapport mensuel du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), indiquant que les membres du Forum ont fourni plus de 40 % de cette production tandis que la production des pays non membres avoisinait les 60 % de la production mondiale de gaz commercialisé.

Selon le rapport du Forum pour le mois de janvier, la production des pays membres du GECF a atteint, l'année dernière, 1.657 milliards de mètres cubes de gaz, tandis que la production des pays non membres s'est élevée à 2.394 milliards de mètres cubes.

Les pays du GECF dont le 7e sommet est prévu du 29 février au 2 mars à Alger, représentent 70 % des réserves mondiales confirmées de gaz et 47 % des exportations par pipeline, ainsi que plus de la moitié des exportations mondiales de gaz naturel liquéfié.

Le rapport du Forum pour le mois de février a révélé que les exportations algériennes de gaz naturel par pipeline vers l'Europe ont augmenté en janvier dernier sur une base annuelle, tandis que les exportations de gaz naturel liquéfié du pays se sont stabilisées pendant la même période.

Le même rapport indique que l'Europe a importé 13,3 milliards de mètres cubes de gaz naturel par pipeline

en janvier dernier, soit une hausse de 7% sur une base annuelle.

La Norvège était le principal fournisseur de gaz naturel par pipeline à l'Union européenne (UE) en janvier 2024, avec 58% des importations globales, suivie par la Russie (18 %) et l'Algérie (16 %), selon le rapport qui a noté que le taux d'approvisionnement de l'UE en gaz naturel par pipeline n'a pas beaucoup changé depuis octobre 2023.

GNL: exportations mondiales records en janvier dont la moitié provient des pays du forum

En ce qui concerne le gaz naturel liquéfié (GNL), le rapport du forum a révélé que le mois de janvier a enregistré 565 cargaisons au niveau mondial, soit deux de moins qu'en décembre 2023, mais en hausse de 5 % sur une base annuelle.

Les exportations mondiales de GNL ont atteint "un pic mensuel sans précédent" en janvier dernier, s'élevant à 37,53 millions de tonnes, ce qui représente, selon le rapport, une forte croissance annuelle de 7% (2,42 millions de tonnes).

Le même rapport indique que cette augmentation de la croissance mensuelle sur une base annuelle est "la plus forte depuis novembre 2022", soulignant qu'elle a été soutenue par une augmenta-

tion des cargaisons en provenance des pays membres du forum et des pays exportateurs non membres.

Au niveau mondial, les États-Unis, le Qatar et l'Australie ont occupé la tête du classement des exportateurs de GNL en janvier. Les pays du forum ont été à l'origine de 48,2% des exportations mondiales de GNL, en ce sens que les exportations de GNL des pays membres et observateurs du forum ont augmenté de 6,1% (1,03 million de tonnes) sur une base annuelle, pour atteindre un niveau record de 18,09 millions de tonnes, ajoute le rapport.

La Malaisie, le Mozambique, le Nigeria, le Qatar, la Russie et Trinité-et-Tobago ont été à l'origine de cette forte augmentation mensuelle des exportations de GNL des pays du forum, ce qui a compensé la faiblesse des exportations de l'Angola et de l'Égypte.

Concernant l'Algérie, le rapport indique que le nombre de cargaisons de GNL exportées en janvier 2024 est resté stable par rapport au même mois de l'année dernière.

S'agissant des prix, le rapport précise que les prix spot du gaz et du GNL en Europe et en Asie ont connu "une baisse significative" pour le 2e mois consécutif en raison de plusieurs facteurs, à l'instar de l'offre importante, des niveaux de stockage élevés et de la faiblesse de la demande dans ces régions.

verneur de la Banque d'Angleterre laissant entendre que de prochaines baisses de taux pourraient intervenir même si l'inflation n'était pas encore revenue à sa cible de 2% au Royaume-Uni.

Vers 16H55 GMT, la devise britannique reculait de 0,39% face au billet vert, à 1,2643 dollar pour une livre. Face au dollar, l'euro prenait 0,32% à 1,0814 euro pour un dollar.

Le bitcoin était stable (-0,5%) à 51.614 dollars.

MONNAIES Le dollar recule après un indicateur décevant aux États Unis

Le dollar se replie mardi face aux principales monnaies, à la suite d'un indicateur décevant aux États-Unis, tandis que l'euro se renforce après une croissance des salaires européens qui fait douter d'une baisse dès juin des taux de la zone euro.

Vers 20H10 GMT, le billet vert baissait face à l'euro, qui prenait 0,26% à 1,0807 dollar, et la devise américaine reculait également face à la livre, qui montait de 0,21% à 1,2620 dollar.

Côté européen, l'euro était soutenu par un indice de la BCE sur les salaires négociés de la zone euro qui a montré une croissance de 4,5% au quatrième trimestre.

C'est moins fort qu'au troisième trimestre (+4,7%) mais suffisamment persistant pour jeter des doutes sur l'idée d'une baisse des taux dès juin en zone euro.

Par ailleurs, le ringgit malaisien a atteint mardi son plus bas niveau depuis 26 ans, sur fond de faiblesse des devises des pays asiatiques émergents.

Le ringgit a terminé mardi à environ 4,78 ringgits pour un dollar.

Plus tôt dans la séance, il avait touché 4,80 ringgits, un plus bas face au dollar depuis janvier 1998 lors de la crise financière asiatique, en partie à cause de la mauvaise performance des exportations de la Malaisie et des taux d'intérêt américains élevés qui rendent le billet vert plus attractif.

	Cours de mardi 20H10 GMT	Cours de lundi 22H00 GMT
EUR/USD	1,0807	1,0779
EUR/JPY	162,15	161,82
EUR/CHF	0,9530	0,9511
EUR/GBP	0,8563	0,8558
USD/JPY	150,05	150,13
USD/CHF	0,8819	0,8824
GBP/USD	1,2620	1,2594

OCDE Début des discussions d'adhésion avec l'Indonésie

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a annoncé mardi qu'elle entamait des discussions d'adhésion avec l'Indonésie, la première demande formulée par un pays d'Asie du Sud-Est, selon un communiqué.

"En sa qualité de première puissance économique d'Asie du Sud-Est et de troisième démocratie mondiale, l'Indonésie est un acteur international de premier plan, qui exerce un leadership important dans la région et au-delà", a commenté le secrétaire général de l'OCDE, Mathias Cormann, cité dans le communiqué. "La décision d'ouvrir des discussions d'adhésion sera bénéfique pour l'Indonésie comme pour l'OCDE", estime M. Cormann, qualifiant cette décision d'"historique". "Au titre des discussions d'adhésion, l'OCDE apportera un soutien à l'Indonésie tout au long de son ambitieux programme de réformes visant à atteindre son objectif de devenir une économie avancée d'ici 2045", précise-t-il.

Et le processus "permettra également à l'Organisation", basée à Paris, "de renforcer sa pertinence et son impact à l'échelle mondiale", selon M. Cormann. Ce dernier "préparera prochainement un projet de feuille de route pour l'adhésion aux fins du processus d'examen technique, qui sera soumis au Conseil de l'OCDE lors de sa prochaine réunion".

Le processus d'examen comportera "une évaluation rigoureuse et approfondie par plus de 20 comités techniques de l'alignement de l'Indonésie sur les normes, les politiques et les pratiques optimales de l'OCDE". Ils porteront sur des thèmes comme l'ouverture des échanges et de l'investissement, les avancées en matière de gouvernance publique, les initiatives à l'appui de l'intégrité et de la lutte contre la corruption, ainsi que la protection efficace de l'environnement et les mesures prises pour faire face au changement climatique.

Les processus d'adhésion ne sont soumis à aucun délai d'achèvement, précise l'OCDE, et la décision finale d'adhésion de l'Indonésie devra être prise à l'unanimité des membres de l'Organisation.

Née en 1961 dans le contexte de la Guerre froide, l'OCDE, qui compte les États-Unis et des pays européens parmi ses fondateurs, s'est ouverte progressivement à d'autres continents.

Après le Mexique et le Chili, la Colombie a intégré l'organisation en 2020. Le Costa Rica a suivi en 2021 en devenant son 38e membre. En juin 2022, l'organisation internationale a engagé le processus d'adhésion de cinq autres pays, Brésil, Pérou, Roumanie, Bulgarie et Croatie.

APS

MARCHÉS BOURSIERS

Les Bourses mondiales sans dynamique

Les Bourses mondiales peinent à trouver une dynamique mardi, en l'absence d'événements macroéconomiques majeurs, ce qui laisse la place aux résultats d'entreprises et surtout à l'attente nerveuse de ceux du géant des puces Nvidia.

Après un week-end de trois jours, Wall Street a ouvert en retrait.

Vers 17H00 GMT, le Nasdaq chutait de 1,47%, affecté par le repli de Nvidia à la veille de la

présentation de ses résultats.

Le S&P 500 reculait de 0,84% et le Dow Jones de 0,34%. En Europe, Paris a terminé en hausse de 0,34%, soutenue par les résultats d'Air Liquide, et l'indice CAC40 qui a signé de nouveaux records en séance et en clôture.

En revanche, Londres a perdu 0,12%, Francfort 0,14% et Milan a grappillé 0,08%.

Mercredi, la publication des résultats "de Nvidia sera cruciale", écrivent les ana-

lystes de Deutsche Bank, car les "7 Magnifiques", les mastodontes technologiques américains, "ont continué à pousser les gains en actions cette année". Les cours du pétrole reculent vers 16H55 GMT.

Le baril de Brent pour livraison en avril reculait de 1,46% à 82,35 dollars et celui de WTI pour livraison en mars perdait 0,40% à 78,87 dollars.

Sur le marché des changes, la livre se repliait dans la foulée de commentaires du gou-

verneur de la Banque d'Angleterre laissant entendre que de prochaines baisses de taux pourraient intervenir même si l'inflation n'était pas encore revenue à sa cible de 2% au Royaume-Uni.

Vers 16H55 GMT, la devise britannique reculait de 0,39% face au billet vert, à 1,2643 dollar pour une livre. Face au dollar, l'euro prenait 0,32% à 1,0814 euro pour un dollar.

Le bitcoin était stable (-0,5%) à 51.614 dollars.

La Bourse de Tokyo part en baisse en attendant Nvidia

La Bourse de Tokyo se repliait légèrement mercredi matinée, dans le sillage des pertes de la veille à New York, les investisseurs retenant leur souffle avant les résultats du géant américain Nvidia, baromètre du secteur de l'intelligence artificielle.

L'indice vedette Nikkei cédait 0,43% à 38.199,89 points à 00H45 GMT et l'indice élargi Topix reculait de 0,37% à 2.622,68 points. Les résultats trimestriels et prévisions de Nvidia seront

JAPON

Exportations plus solides que prévu en janvier mais gros déficit commercial

Les exportations du Japon ont augmenté plus que prévu en janvier (+11,9% sur un an en valeur), sans pour autant empêcher un important déficit commercial sur la période, selon des chiffres officiels publiés mercredi.

Le consensus d'économistes de l'agence Bloomberg s'attendait à une hausse de 9,5% des exportations japonaises le mois dernier, après

9,7% en décembre (chiffre révisé).

Les expéditions vers la Chine ont notamment bondi (+29,2% sur un an), mais cette très forte hausse s'explique en bonne partie par les congés chinois du Nouvel An lunaire, tombés l'an dernier en janvier.

Les exportations nippones vers les États-Unis sont aussi restées robustes (+15,6%), comme celles à destination de

l'Union européenne (+13,8%).

Les importations du Japon ont reculé pour un dixième mois d'affilée (-9,6% sur un an), continuant de refléter la décade des prix des hydrocarbures et d'autres matières premières.

Malgré tout, l'archipel nippon a subi en janvier son pire déficit commercial mensuel depuis un an, en valeur nominale: 1.758,3 milliards de yens

(10,8 milliards d'euros au taux de change actuel), alors que le pays avait enregistré un petit excédent commercial le mois précédent.

Car si les exportations du pays ont fortement progressé sur un an en janvier, elles ont chuté de près de 24% sur un mois, beaucoup plus que les importations (-5%), selon les données du ministère nippon des Finances.

MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

Portes ouvertes sur les délégations locales à Tissemsilt et Ain Temouchent

Des portes ouvertes sur les délégations locales du Médiateur de la République ont été lancées, mardi dans les wilayas de Tissemsilt et Ain Temouchent, visant à mettre en exergue pour les visiteurs le rôle et les missions dévolues à cette instance et sa contribution dans la prise en charge des préoccupations des citoyens.

Le conseiller du délégué local du Médiateur de la République de Tissemsilt, Rachid Zitouni a indiqué à l'APS, à l'occasion du lancement de cette manifestation, que 1.341 requêtes ont été enregistrées dans les registres de doléances ouverts au niveau des administrations et entreprises, en 2023, sachant 939 requêtes ont été prises en charge, soit l'équivalent de 70 pc, alors que le nombre total des requêtes parvenues à la délégation est de 912, dont 666 ont été prises en charge, selon la compétence.

Le même intervenant a souligné qu'il existe 216 registres de doléances au niveau des différentes administrations (daïras et communes), des entreprises, des instances publiques, qui sont suivies en permanence par les autorités locales.

Il a ajouté que 211 visites sur le terrain ont été effectuées par la délégation locale du Médiateur de la République, en 2023, auprès des services publics et des entreprises publiques de la wilaya, en compagnie des services



de la wilaya, pour suivre le processus d'activation des registres de doléances.

Il a, en outre, déclaré que ces portes ouvertes, qui durent trois jours, et qui accueillent un grand nombre de citoyens, permettent l'introduction du portail électronique des requêtes, qui permet au citoyen d'enregistrer ses doléances sans se déplacer au siège de la délégation, et ce dans le cadre de l'opération de numérisation, permettant d'améliorer le service public et de rapprocher l'administration du citoyen.

A Ain Temouchent, le délégué local du Médiateur de

la République, Toufik Awfik Mestiri, a souligné que son instance a accueilli 2.165 personnes au cours des trois dernières années, dont 2.037 personnes physiques. En 2023, 593 registres de doléances ont été mis en place pour les citoyens dans divers organismes et administrations publiques, avec 1.148 requêtes enregistrées, au cours de la même période, dont 840 traitées dans divers secteurs, selon le même responsable. Le wali d'Ain Temouchent M'hamed Moumen a souligné, lors de sa visite au siège de la délégation locale du Médiateur de la République, à l'occasion des portes ou-

vertes, que cette instance est «un atout pour le citoyen et une coordination des efforts sur le terrain est en cours pour la prise en charge des requêtes et doléances enregistrées au niveau des différentes instances et administrations publiques, conformément aux lois de la République, et l'opération connaît une évolution palpable». Dans le même contexte, il a révélé que «des visites inopinées sur le terrain sont effectuées par l'inspecteur général de la wilaya pour déterminer le degré d'engagement concernant le registre des doléances et pour s'assurer qu'il soit mis à la disposition des citoyens dans tous les organismes et administrations publiques de la wilaya».

Le même responsable a réitéré ses instructions aux directeurs de l'exécutif présents lors de cette manifestation «d'accorder une grande importance au registre des doléances et d'œuvrer à répondre aux diverses préoccupations des citoyens dans le cadre de la loi».

TLEMCEM

12.000 travailleurs ont bénéficié des indemnités de chômage induit par les intempéries

L'Agence régionale de la Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries du secteur du Bâtiment, des Travaux publics et de l'Hydraulique (CACOBATPH), dont le siège est implanté à Tlemcen, a procédé au versement d'indemnités à quelque 12.000 travailleurs, dont les activités ont été affectées par les effets de la sécheresse, a-t-on appris du directeur de cet organisme, Benamara Abdallah.

Le même responsable a indiqué à l'APS que ces travailleurs appartiennent aux secteurs cités des wilayas de Tlemcen, Ain Temouchent, Sidi Bel Abbès et Naâma. Il a, d'autre part, précisé que le montant global versé aux travailleurs concernés est évalué à 100 millions de dinars, notant que la démarche a été effectuée après le traitement et l'examen de tous les dossiers des travailleurs, dont les activités ont été interrompues, durant la saison estivale, en raison de la canicule. Par ailleurs, la même agence a organisé des campagnes d'information en direction des employeurs de la région opérant dans les secteurs du Bâtiment, des Travaux publics et de l'Hydraulique, en vue de les sensibiliser à l'importance de la déclaration de l'interruption de leurs activités pour cause de canicule. Il est à signaler que l'Agence de Tlemcen de la Cacobatph couvre les wilayas de Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Ain Temouchent et Naâma, assurément, outre le versement des indemnités de chômage induit par les intempéries, diverses prestations à travers sa plateforme numérique, notamment la délivrance d'attestations d'appartenance au secteur et de régularisation des dettes.

L'agence couvre 2.796 entreprises publiques, totalisant un effectif de 3.500 travailleurs déclarés relevant des secteurs d'activité précités.

ORAN

Ouverture du Salon international du tourisme, des voyages et du transport

La 14ème édition du Salon international du tourisme, des voyages et du transport, de l'équipement de l'hôtellerie et de la restauration a été ouverte, mardi au Centre des conventions «Mohamed Benahmed» à Oran. Plus de 250 exposants des secteurs du tourisme, du voyage, de l'hôtellerie et des transports et leurs homologues de pays étrangers comme la Tunisie, la Turquie, l'Égypte, la République tchèque et le Qatar participent à cette manifestation, qui a été ouverte en présence du Chef de cabinet du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelhamid Terghini, du Conseiller du ministre du secteur, Rachid Cheloufi, et

des autorités locales. Des spécialistes des centrales de réservation, des banques, des assurances, des offices de tourisme et des centres de formation aux métiers de l'hôtellerie et du tourisme, ainsi que des investisseurs dans le domaine de l'équipement hôtelier, ont pris part également à ce Salon. Lors de ce rendez-vous annuel, dont les activités se poursuivront jusqu'au 23 février, deux espaces ont été attribués, le premier pour les équipements de tourisme, des voyages, du transport, d'hôtellerie et de restauration, et le second pour les cuisines, le textile, la literie, les produits d'accueil, les salles de bains et les pro-

duits de l'artisanat. Ce Salon permet de mettre en valeur les capacités touristiques de l'Algérie dans les domaines de l'artisanat et de l'hôtellerie, en mettant l'accent sur la production nationale, ainsi que de promouvoir la destination Algérie et le tourisme intérieur.

Cette manifestation économique, organisée par l'Agence «Astra Event et Communication», et placée sous le patronage du ministre du Tourisme et de l'Artisanat et du wali d'Oran, a également programmé des rencontres bilatérales entre exposants, des conférences, des démonstrations culinaires et des concours pour les visiteurs.

FORMATION PROFESSIONNELLE

1.670 places pédagogiques réservées aux jeunes bénéficiaires de l'allocation chômage à Oran

La direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP) de la wilaya d'Oran a réservé 1.670 places pédagogiques au profit des jeunes bénéficiaires de l'allocation chômage, en vue de consolider l'employabilité de cette frange de la société, a-t-on appris, mardi, de cette direction. «Pas moins de 1.635 bénéficiaires de cette allocation entameront, à partir de la prochaine session, des cycles de formation qualifiante devant osciller entre 3 et 6 mois dans diverses spécialités susceptibles de leur permettre d'obtenir des postes d'emploi», a fait savoir la chargée de la communication à la DFEP, Nacera Mansouri. La même source a précisé que les spécialités retenues, qui seront dispensées dans les différents établissements de formation de la wilaya et destinées à des jeunes de niveau scolaire modeste, concernent la peinture en bâtiment, serveurs dans les cafétérias (garçon de salle), la cuisine et la pâtisserie traditionnelles, l'élevage apicole, le jardinage, ainsi que la couture et la confection de vêtements. Par ailleurs, d'autres spécialités ont été ouvertes au titre de la prochaine rentrée du secteur, a indiqué la chargée de la communication de la DFEP, citant la coiffure, la peinture et l'initiation aux rudiments de l'informatique. Il est à rappeler que depuis l'institution, en 2022, de l'allocation chômage, quelque 3.500 jeunes bénéficient annuellement (sessions d'octobre et de février) de ce dispositif de formation dans la wilaya d'Oran.

APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

Perturbations dans les wilayas d'Oran et Mascara

Les wilayas d'Oran et de Mascara enregistrent, mardi des perturbations dans l'approvisionnement en eau potable, a-t-on appris des responsables concernés. Dans la wilaya d'Oran, la partie Est connaît une perturbation dans l'approvisionnement en eau potable, depuis aujourd'hui, mardi, en raison d'un arrêt d'urgence de la production des eaux dessalées de la station de dessalement d'eau de mer d'El Mactaâ, a-t-on appris auprès de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR). Un communiqué de cette société a indiqué que «la société qui gère la station de dessalement d'eau de mer d'El Mactaâ a programmé aujourd'hui, mardi, un arrêt d'urgence de la production de l'eau, afin d'entamer des travaux de maintenance interne. La même source a ajouté que la durée des travaux est estimée à 48 heures, précisant que la

perturbation a affecté les zones Est de la wilaya, à l'instar de Bethioua, Ain El Bia, Mers El Hadjadj, Arzew, Sidi Benyekba, Gdyl, Hassi Mef-soukh, Benfreha, Braya, Boufatis, Bir El Djir, Belgaid, Sidi El Bachir, Hassi Benokba, Hassi Bounif, Sidi Chahmi et Nedjma, de même qu'une partie des zones Est de la ville d'Oran. Le programme régulier d'approvisionnement de l'eau reprendra après la reprise de la production de la station dans certaines zones proches des réservoirs et des grandes canalisations, tandis que la perturbation dans l'approvisionnement de l'eau potable va persister, durant plusieurs jours, dans les zones situées à la fin du réseau. Par ailleurs, dans la wilaya de Mascara, 20 communes connaissent à partir d'aujourd'hui, mardi, des perturbations dans l'approvisionnement en eau potable suite à l'arrêt de la production de l'eau dessalée

de la station, selon un communiqué de l'Algérienne des Eaux (ADE). Cette perturbation touchera les communes de Mascara, Tizi, El Keurt, Ghriks, Froha, Matmour, Aïn Fares, Fraguil, El Bordj, Khaloua, Mohammadia, Mectaa Douz, Sidi Abdelmoumen, El Ghomri, Sedjrara, Sig, Bouhenni, Oggaz, El Alaïmia et Ras El Aïn Amirouche, selon le même communiqué. Le communiqué a imputé cette

perturbation à l'arrêt de la production des eaux dessalées au niveau de la station de dessalement d'eau de mer «El Mactaâ» (Oran), qui durera 48 heures.

La situation de l'approvisionnement de l'eau potable au niveau des communes sus-indiquées sera régularisée, immédiatement après l'achèvement des travaux de maintenance de la station, selon le même communiqué.

EL OUED

Plus de 1.600 foyers raccordés au réseau de gaz naturel dans la commune de Sidi Aoun (direction)

Pas moins de 1.611 foyers ont été raccordés au réseau de distribution du gaz naturel dans la commune de Sidi Aoun, dans la wilaya d'El Oued, a-t-on appris mardi auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz. L'opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie des pouvoirs publics visant à généraliser le raccordement au réseau de gaz naturel dans l'objectif d'améliorer le service public, a indiqué le responsable de la communication à la direction, Habib Meslim. L'opération a nécessité la réalisation de 21,9 km de réseaux de gaz répartis entre les réseaux de transport et de distribution, selon la même source. Concernant la généralisation de cette énergie au restant des communes de la wilaya d'El Oued, le wali Saïd Akhrouf, a fait savoir lors de la mise en service de ce réseau que «la couverture en gaz naturel connaît actuellement une évolution enregistrant un taux de plus de 75 %, alors que l'année précédente n'était que de 65 %». «Les travaux sont en cours pour le raccordement au réseau de gaz naturel des communes de Hassi Khalifa et les communes de la bande frontalière, Douar El Ma et Benguecha», a-t-il ajouté. La wilaya d'El Oued compte près de 60.000 abonnés raccordés au réseau de gaz naturel, selon les données de la Sonelgaz.

ONU

100 millions de dollars consacrés aux crises humanitaires sous-financées

Les Nations Unies ont annoncé mardi qu'elles allouaient 100 millions de dollars pour soutenir les crises humanitaires sous-financées dans sept pays, dont la République démocratique du Congo (RDC) et le Soudan.

Le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) des Nations Unies a débouqué 100 millions de dollars pour soutenir les urgences humanitaires sous-financées dans sept pays d'Afrique, des Amériques et du Moyen-Orient, selon le Coordonnateur des secours d'urgence, Martin Griffiths. Selon l'ONU, la nouvelle allocation est parmi les plus faibles de ces dernières années pour les crises les moins financées au monde. Cela reflète la réduction du financement reçu par le CERF en 2023, le plus bas depuis 2018, et la triste réalité selon laquelle le financement des donateurs ne parvient pas à répondre à la



montée en flèche des besoins humanitaires. En 2023, pour venir en aide à 250 millions de personnes touchées par des conflits, des catastrophes naturelles, des maladies et d'autres crises, les besoins de financement

mondiaux ont grimpé à 56,7 milliards de dollars – un niveau record. Mais moins de 40% de ce financement a été reçu, laissant les personnes les plus vulnérables en payer le prix, d'après les Nations Unies.

«La nouvelle injection de fonds d'urgence contribuera à maintenir l'aide humanitaire vitale apportée aux personnes confrontées aux pires crises mondiales. Cela nous rappelle le rôle crucial du CERF à une époque de besoins immenses et de sous-financement chronique des appels humanitaires», a déclaré Griffiths.

Les fonds serviront à répondre aux crises au Soudan (20 millions de dollars), en RDC (20 millions de dollars), en Syrie (20 millions de dollars), au Tchad (15 millions de dollars), au Niger (10 millions de dollars), au Liban (9 millions de dollars) et au Honduras (6 millions de dollars).

CÔTE D'IVOIRE

Au moins 9 morts et 80 blessés dans une collision entre un camion et un autobus

Au moins neuf personnes ont été tuées mardi et 80 autres blessées dont 12 grièvement lors de la collision entre un camion de transport de marchandises et un autobus de transport interurbain à Yamoussoukro, au centre de la Côte d'Ivoire, a-t-on indiqué de source sécuritaire.

Selon le groupement des sapeurs-pompiers militaires de Yamoussoukro, l'autobus en provenance de

Gabiadji (sud-ouest) et en partance pour le Burkina Faso est entré en collision frontale avec le camion chargé de marchandises, lorsqu'il traversait la ville de Yamoussoukro. À la suite du choc dont les raisons ne sont pas encore connues, l'autobus s'est partiellement disloqué et a pris feu. Les pompiers sont intervenus promptement pour porter secours aux accidentés et évacuer les blessés vers le centre

hospitalier. Parmi les personnes décédées figurent deux passagers de l'autobus qui étaient coincés dans les épaves et qui ont été brûlés par les flammes. La Côte d'Ivoire enregistre chaque année environ 6.000 accidents de la circulation qui occasionnent quelque 600 morts et plus de 13.000 blessés, selon des chiffres avancés par l'Office national de sécurité routière (OSER).

MIGRATIONS

Huit migrants bangladais se sont noyés en Méditerranée

Le gouvernement bangladais a déclaré mardi que huit ressortissants bangladais faisaient partie des migrants qui se sont noyés le 14 février en Méditerranée.

Le ministère bangladais des Affaires étrangères a révélé dans un communiqué l'identité de ces Bangladais, qui sont

décédés alors qu'ils tentaient de traverser illégalement la mer Méditerranée depuis la Libye vers l'Europe le 13 février.

Leur navire, qui transportait 53 personnes, est parti des côtes libyennes le 13 février et a chaviré au large des côtes tunisiennes le lendemain au petit matin.

TURQUIE

Arrestation de six responsables de la mine où sont piégés neufs mineurs

Six responsables de la mine d'or de Turquie où neuf mineurs sont toujours piégés après le glissement survenu mardi, ont été mis en détention vendredi soir, a annoncé samedi le ministre turc de l'Énergie. «La mise en détention de six personnes a été décidée par le tribunal hier soir, tandis que deux employés ont été relâchés sous contrôle judiciaire», a affirmé le ministre turc de l'Énergie Alparslan Bayraktar lors d'une conférence de presse samedi à Iliç, dans la province d'Erzincan, dans le nord-est de la Turquie, où le glissement de terrain

est survenu. Selon la presse turque, un ressortissant canadien de la compagnie Anagold qui exploite la mine d'or fait partie des responsables arrêtés. Basée à Denver et à Toronto, la société SSR Mining détient 80% des actions d'Anagold, tandis que 20% appartiennent à la compagnie turque Lidy. Les opérations de sauvetage de neuf mineurs piégés, ralenties par le risque de nouveaux glissements de terrain, se sont intensifiées depuis vendredi soir, a également indiqué le ministre turc. «Déblayer la masse de terre qui a couvert le lit de la rivière est

une de nos priorités. (...) Nous voulons éviter tout risque de contamination des cours d'eau ou des eaux souterraines», a-t-il ajouté. Une butte formée par un empilement de terre retirée de la mine a dévalé mardi comme une coulée de lave dans une vallée du secteur, couvrant une large superficie et laissant neuf mineurs piégés. Selon des experts, la terre pourrait contenir du cyanure utilisé pour extraire l'or et représenter un risque de pollution pour la région et l'Euphrate, le grand fleuve qui traverse la Turquie, la Syrie et l'Irak.

CHINE

Nouvelle alerte la plus élevée au froid

Les autorités météorologiques chinoises ont renouvelé mercredi leur alerte orange à une vague de froid, le niveau le plus élevé du système d'alerte à trois couleurs, prévoyant une baisse des températures dans les régions du sud du pays. De mercredi à vendredi, les températures moyennes journalières ou les températures minimales dans la majeure partie du sud de la Chine baisseront de six à douze degrés, selon le Centre météorologique national (CMN). En raison de l'influence de la vague de froid, les températures par endroits au Guizhou, au Hunan, au Guangxi et au Jiangxi chuteront de plus de 20 degrés. Le CMN a appelé les gouvernements locaux à se prémunir face au froid, invitant le public à rester au chaud, et a exhorté à des mesures nécessaires pour protéger les cultures et les produits aquatiques. La Chine dispose d'un système d'alerte aux vagues de froid à trois couleurs, l'orange représentant le niveau le plus élevé, suivi par le jaune et le bleu.

ESPAGNE

Plus de quatre tonnes de cocaïne saisies sur un bateau au sud des Canaries

Les autorités espagnoles ont annoncé jeudi avoir intercepté au sud de l'archipel des Canaries une embarcation qui transportait plus de quatre tonnes de cocaïne en provenance d'Amérique du sud. Le bateau, un «semi-rigide» typique des embarcations rapides utilisées par les trafiquants de drogue, a été localisée à quelque 500 milles nautiques (soit 920 kilomètres) au sud de cet archipel espagnol situé au large des côtes nord-ouest de l'Afrique. Ses quatre occupants, un Espagnol, un Marocain, un Moldave et un Roumain, ont été arrêtés. À bord, la police a retrouvé 4.350 kilos de cocaïne, indique-t-elle dans un communiqué commun avec les douanes. Plusieurs services internationaux ont pris part à l'opération en plus des forces de l'ordre espagnoles, dont l'agence britannique contre le crime au Royaume-Uni (NCA) et l'agence anti-droge américaine (DEA). La «route atlantique de la cocaïne» est utilisée par les trafiquants qui transportent les stupéfiants depuis l'Amérique latine au milieu de l'océan Atlantique avant de les introduire sur le continent européen», explique la police.

MEXIQUE

Cinq corps calcinés découverts dans le sud du pays

Cinq corps calcinés ont été retrouvés dans un village du sud du Mexique, une région où opèrent des trafiquants de drogue en concurrence, ont indiqué les autorités locales. Les cadavres ont été découverts mardi dans le village de Las Tunas de l'Etat de Guerrero, où ont été dépêchés la police, l'armée et des experts médico-légaux, selon le bureau du procureur local. «Ils ont localisé les corps de cinq personnes calcinées», a-t-il affirmé sur les réseaux sociaux, précisant que les victimes n'avaient pas été identifiées. Des images d'un affrontement présumé entre des criminels qui aurait éclaté lundi et fait plusieurs morts ont circulé sur les réseaux sociaux. Las Tunas fait partie de la municipalité de San Miguel Totolapan, où un massacre exécuté en plein jour par un commando armé avait déjà fait 20 morts en octobre 2020. L'Etat de Guerrero est connu à la fois pour ses plages touristiques du Pacifique et la violence des cartels qui se disputent la culture du pavot et les routes de sortie des stupéfiants. Les autorités mexicaines ont décompté plus de 420.000 meurtres et des dizaines de milliers de disparitions dans le pays depuis la fin de l'année 2006, début d'une vaste offensive anti-droge lancée par le président de l'époque, Felipe Calderon.

PHILIPPINES

Un mort et 53 blessés dans l'effondrement du balcon d'une église

Le balcon d'une église s'est effondré mercredi au nord de Manille, capitale des Philippines, entraînant la mort d'une femme âgée et faisant 53 blessés, ont annoncé les autorités. Des millions de Philippins ont afflué dans les églises à l'occasion d'une fête religieuse célébrée par la communauté chrétienne.

Environ 400 personnes assistaient à la messe pour cette fête lorsque l'accident s'est produit à l'église Saint Pierre l'Apôtre dans la ville de San Jose del Monte, près de la capitale Manille, a déclaré Gina Ayson, responsable de la protection civile de la ville. Une femme de 80 ans a été grièvement blessée et est décédée peu après à l'hôpital, a précisé Mme Ayson. «Les responsables du bâtiment de la ville ont découvert qu'une partie de la structure effondrée était infestée de termites», a-t-elle expliqué. «Les autres victimes, pour la plupart des personnes âgées, ont subi des contusions et d'autres blessures légères», a-t-elle ajouté. Le maire de San Jose del Monte, Arthur Robes, a ordonné la fermeture de l'église endommagée pendant que les enquêteurs inspectaient la structure du bâtiment, a fait savoir Mme Ayson.

ALLEMAGNE

Grève chez Lufthansa : seuls 10 à 20% des vols assurés mardi

La compagnie aérienne allemande Lufthansa a déclaré qu'elle ne devrait assurer que 10 à 20% des vols prévus mardi en raison d'un appel à la grève de son personnel au sol dans le cadre de négociations salariales. «Nous supposons actuellement que seuls 10 à 20% environ du programme de vols de Lufthansa Airlines pourra être exploité», a déclaré le premier groupe européen de transport aérien sur son site internet. La grève a débuté mardi à quatre heures du matin et doit durer jusqu'à mercredi matin 7h10, d'après le syndicat Verdi. Selon Lufthansa, 100.000 passagers sont concernés par la grève d'avertissement, qui se déroule dans les aéroports de Francfort-sur-le-Main, Munich, Hambourg, Berlin, Düsseldorf, Cologne-Bonn et Stuttgart.

Verdi a lancé un appel à une nouvelle grève dans le cadre d'un conflit sur les salaires des agents au sol, de la maintenance à la manutention des passagers et des avions, soit 25.000 salariés. Le syndicat s'attend à une forte participation: «la volonté de faire grève est énorme», a déclaré mardi matin le négociateur de Verdi, Marvin Reschinsky, aux médias.

Une précédente grève début février avait été très suivie, causant l'annulation de près de 90% des vols initialement prévus par le groupe. Verdi réclame une augmentation de 12,5% des salaires, avec au moins 500 euros de plus immédiatement sur la fiche de paye mensuelle ainsi qu'une prime de compensation d'inflation de 3.000 euros. L'objectif est de compenser l'inflation des dernières années en Allemagne, qui a atteint 5,9% l'an dernier, après 6,9% en 2022.

APS

NEUROLOGIE

La NeuroMyélite Optique inscrite sur la liste des maladies rares

La NeuroMyélite Optique (NMO) est reconnue récemment comme étant une maladie rare et est désormais inscrite sur la liste de cette catégorie de pathologies, a indiqué, mardi à Alger, la Professeure en neurologie, Nassima Hecham, Coordinatrice du Comité dédié aux Pathologies inflammatoires relevant du ministère de la Santé.

«La NMO a été récemment reconnue comme étant une maladie rare et enregistrée sur la liste des pathologies rares. C'est important pour les malades, car le but de l'enregistrement consiste à prendre en charge ces derniers et d'envisager pour eux des traitements spécifiques», a précisé Pr Hecham qui exerce à l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) Ali Ait Idir, en marge d'une rencontre scientifique sur «les perspectives cliniques, avancées de la recherche et impact de la NMO sur la vie quotidienne».

Pour sa part, Pr Smail Daoudi, qui est chef de service Neurologie au CHU Mohamed Nedir de Tizi-Ouzou, s'est félicité de l'intégration de la NMO dans la liste officielle des maladies rares, mettant en avant les retombées positives de cette mesure sur la qualité de la prise en charge des malades. Il a expliqué que la NMO est une maladie «à part entière, nécessitant une approche et une prise en charge spécifiques», tout en évoquant les «avancées de la recherche biologique ayant permis d'améliorer son diagnostic ainsi



que les options thérapeutiques». Pr Daoudi a relevé à ce propos, que «l'Algérie figure parmi les pays ayant fourni des études relatives aux indicateurs permettant la classification de cette pathologie». La NMO, ou maladie de Devic, est une maladie inflammatoire auto-immune démyélinisante du système nerveux central (SNC) qui touche davantage les femmes et qui apparaît plus fréquemment autour de 40 ans. Elle affecte principalement les nerfs optiques et/ou la moelle épinière.

GHARDAÏA

Appel à la mise en place d'une stratégie de prévention sur le diabète (rencontre)

Les participants à une rencontre de formation sur le diabète ont appelé, mardi à Gharadaïa, à la mise en place d'une stratégie de prévention et de sensibilisation sur cette maladie à grande échelle en raison de sa prévalence en Algérie.

Les intervenants, dont des praticiens médicaux spécialistes, ont tiré, durant cette session, la sonnette d'alarme sur la gravité de la situation du diabète, avant de plaider pour la mise en place une stratégie intégrée de prévention, de sensibilisation, de dépistage précoce, ainsi que l'amélioration de la nutrition et la diététique avec la participation des différents partenaires dont l'industrie alimentaire et les associations de protection du consommateur pour éviter les complications irréparables. Initiée par la Fondation nationale pour la

promotion de la santé et le développement de la recherche (FOREM) avec l'appui de l'Agence de coopération turque (TIKA), cette session de formation de diabétologie a permis d'aborder les nouvelles méthodes thérapeutiques, l'aspect diététique et psychologique, ainsi que les complications engendrées par le diabète. Selon le président de la FOREM, Pr Mostefa Khiaï, cette session de formation qui a regroupé une trentaine de médecins généralistes et paramédicaux de cinq wilayas du sud (Laghouat, Gharadaïa, El Ménia, El Bayadh et Ouargla) a permis de sensibiliser les participants sur le diagnostic précoce de cette pathologie, l'amélioration de la qualité des soins du diabète et la dimension diététique

et nutritionnelle des patients. Le Pr Khiaï a plaidé, dans une déclaration à l'APS, pour une prise en charge thérapeutique «efficiente et rapide» des patients pour éviter des complications dévastatrices avant d'exhorter les industriels spécialisés dans l'alimentaire à contribuer à l'amélioration du mode de vie et la lutte contre le fléau du diabète. «Cette pathologie entraîne en Algérie, par manque de sensibilisation précoce et une bonne hygiène de vie, l'amputation de 400 membres inférieurs (pieds) annuellement», a-t-il fait savoir. Le président de la FOREM a mis en garde sur l'utilisation et l'usage excessifs de plantes médicinales et autres produits diffusés sur les réseaux sociaux ainsi que l'utilisation abusive et hors prescription médicale de médicaments

analgésiques pouvant favoriser le développement de cette maladie (le Diabète). Pour des médecins participants approchés par l'APS, cette session de formation a permis de renforcer leurs connaissances et de s'imprégner des nouvelles méthodes thérapeutiques et les insulines utilisées dans le monde. Ils ont souhaité l'organisation fréquente de ces rencontres de formation avant d'assurer de transmettre leurs connaissances aux différents praticiens de leurs régions. Au terme de cette session de formation, une cérémonie de remise de certificats de participation a été organisée à l'Hôtel M'Zab, en présence de l'Ambassadeur de la Turquie en Algérie, du Président de la FOREM et des autorités locales, signale-t-on.

CONSTANTINE

Enfants IMC: consolider la formation de spécialistes pour une meilleure prise en charge (rencontre)

Les participants à une journée d'étude sur la prise en charge multidisciplinaire des enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale (IMC), organisée mardi à Constantine ont plaidé pour «la nécessaire consolidation de la formation de spécialistes aux divers programmes de rééducation pour une meilleure prise en charge de cette catégorie de patients». Les intervenants au cours de la rencontre, initiée par le club Orthophonie de l'Université

Abdelhamid Mehri (Constantine-2), et l'association des parents d'enfants IMC, ont estimé que la formation continue dans le domaine de l'IMC des médecins et orthophonistes pourrait améliorer les conditions de prise en charge précoce des nouveau-nés atteints de cette pathologie. A ce propos, Dr. Serour Menouar du service de médecine physique et rééducation fonctionnelle du CHU Dr Ben Badis de Constantine, a rappelé

que l'IMC est une série de troubles et dysfonctionnements touchant le système cérébral qui affectent les fonctions des cellules nerveuses. Il a considéré que le bon encadrement des spécialistes peut contribuer à mieux maîtriser les activités rééducatives de développement des compétences pré-écriture chez les enfants IMC et reconnaître les degrés cognitifs de ces enfants. Dr. Asma Sabrina El Ayeb du même service également ensei-

gnante à la Faculté de médecine de l'Université Constantine-3, a estimé que le diagnostic précoce de la maladie au cours des trois premières années de l'enfant est vital pour un traitement de qualité et pour l'évolution ultérieure de l'enfant.

Pour Souhila Bouakaz, spécialiste en orthophonie de l'Université Alger-2, la prise en charge des fonctions alimentaires et linguistiques des enfants IMC et polyhandicapés requiert des ef-

forts multiples d'une équipe médicale spécialisée et d'une équipe de rééducation en proposant une alimentation adaptée pour assurer la croissance de l'enfant à même d'aider à l'amélioration de leur équilibre et mobilité. Elle a également évoqué l'importance de la psychothérapie et de la simulation sensorielle pour développer les compétences linguistiques, cognitives et communicationnelles de l'enfant.

EHU D'ORAN

Une trentaine de malades cancéreux soumis à l'immunothérapie

Une trentaine de patients atteints de cancer, qui suivent leur traitement au service d'oncologie de l'Etablissement hospitalier universitaire (EHU) d'Oran, sont soumis à l'immunothérapie depuis fin 2023, a indiqué mardi un communiqué de cet établissement de santé.

L'EHU d'Oran a été l'un des premiers établissements de santé à bénéficier de ce type de traitement, a souligné le communiqué, ajoutant que 30 patients ont été soumis au nouveau protocole d'immunothérapie. Dans ce cadre, le service d'Oncologie de l'EHU vient de lancer des réunions de concertation pluridisciplinaires (RCP), afin de discuter les effets secondaires de l'immunothérapie personnalisée.

Ces réunions rassemblent des chefs des services et des médecins spécialisés en néphrologie, dermatologie, pneumologie, endocrinologie, gynécologie, réanimation, médecine interne, hématologie et autres, selon la même source qui a indiqué que le service d'oncologie a introduit



l'immunothérapie pour être au diapason des derniers protocoles thérapeutiques du cancer dans le monde.

L'immunothérapie permet de stimuler le système immunitaire du patient, afin qu'il soit capable de se défendre contre les cellules cancéreuses, a-t-on souligné, ajoutant que ce traitement est considéré comme plus efficace que la chimiothérapie, avec des effets secondaires moins importants et plus légers. La première RCP réservée à l'immunothérapie a abordé les effets secon-

naires et le Dr Benkeddiche Aïcha, médecin spécialisée en oncologie qui accompagne les malades qui suivent le nouveau protocole, a fait une présentation des symptômes observés chez ses patients, a-t-on indiqué.

Le premier jour de chaque mois sera consacré à l'étude minutieuse de ces symptômes et des effets secondaires de l'immunothérapie, selon le communiqué, ajoutant qu'en cas d'urgence, une réunion sera convoquée pour étudier l'état du patient.

BATNA

Journées chirurgicales ophtalmologiques : 165 interventions réussies de la cataracte (DSP)

Au total, 165 interventions de la cataracte ont été effectuées avec succès au cours des 2èmes journées chirurgicales ophtalmologiques clôturées dimanche à l'établissement public hospitalier (EPH) «Chouhada Bendrihem» de N'gaous (Batna), a indiqué le directeur de wilaya de la santé, Hamdi Chagouri. Organisée avec le concours de la wilaya et de l'APW de Batna, la manifestation a été encadrée trois jours durant par un staff médical, dirigé par le Pr. Mohamed Fateh Rougui, chef du service d'ophtalmologie du CHU de Batna, et a bénéficié à 165 patients des localités reculées des daïras de N'gaous, d'Ouled Si Slimane et de Ras Layoun.

Ces opérations ont été précédées de consultations au profit des 602 habitants des neuf communes relevant de ces trois daïras dont 379 souffrants de la cataracte ont été retenus, selon le même responsable qui a précisé que des opérations de 10 malades ont été reportées pour des raisons de santé des concernés et 50 autres «compliquées» ont été programmées au service d'ophtalmologie du CHU de Batna.

Le même staff médical réalisera durant le mois sacré du Ramadan des interventions similaires à l'EPH d'Arris au profit des malades démunis atteints du même problème des daïras d'Arris, de T'kout et de Theniet El Abed.

Le président de la commission de santé à l'APW de Batna, Haroun Chaabane, a indiqué que ces initiatives concerneront les autres daïras de la wilaya. La première édition de cette initiative avait bénéficié à 160 malades des daïras de Barika et d'El Djezzar, a-t-il rappelé.

APS

PALESTINE

Ghaza : l'entité sioniste détient 118 patients à l'intérieur du complexe médical Nasser

Le ministère palestinien de la Santé à Ghaza a annoncé mardi que 118 patients étaient détenus à l'intérieur du complexe médical Nasser, que les forces sionistes ont transformé en «caserne militaire» dans le sud de la bande.

Le ministère a indiqué dans un communiqué que «18 patients ont été évacués du complexe médical Nasser vers des hôpitaux de campagne», annonçant que «118 autres patients sont restés à l'intérieur du complexe», malgré la menace à laquelle ils pourraient être exposés en restant à l'intérieur.

Le département a ajouté que «la situation à l'intérieur du complexe médical Nasser, que les forces d'occupation ont transformé en caserne militaire, va au-delà d'un désastre et constitue une menace directe pour la vie du personnel et des patients». Le ministère palestinien a souligné que le personnel médical et les patients à l'intérieur du complexe étaient «sans électricité, sans eau, sans nourri-



ture, sans lait pour les enfants, sans oxygène et sans soins médicaux appropriés pour les cas compliqués». Dans son communiqué, le ministère a appelé les institutions internationales à «utiliser tous les moyens pour faire pression sur l'occupation

afin qu'elle mette fin à la militarisation de l'hôpital, le remette en service et réponde à tous les besoins humanitaires et médicaux».

L'armée sioniste a encerclé l'hôpital Nasser, le deuxième plus grand hôpital de la bande de Ghaza, il y a

deux semaines avec des chars et des véhicules blindés, et a déployé des tireurs d'élite autour de la zone, avant de l'attaquer il y a quelques jours.

Les forces d'occupation ont fermé l'entrée et la sortie de l'hôpital, et assiégé pendant plusieurs jours des milliers de personnes, y compris des personnes déplacées qui s'y étaient réfugiées. L'armée sioniste a également tué de nombreux palestiniens qui tentaient d'entrer ou de sortir de l'hôpital par des tireurs embusqués stationnés dans la zone. Dimanche dernier, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, avait annoncé que l'hôpital Nasser n'était plus en mesure de fournir des services.

ROUGEOLE

L'OMS alerte sur la forte hausse de la maladie dans le monde

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a alerté mardi sur la rapide propagation de la rougeole dans le monde, avec plus de 306.000 cas déclarés l'an dernier, un bond de 79% en un an, appelant à une intensification de la vaccination.

«Nous sommes extrêmement préoccupés par ce qui se passe en ce qui concerne la rougeole», a déclaré Natasha Crowcroft, la conseillère technique pour la rougeole et la rubéole à l'OMS, lors d'un point de presse. «Il y a eu une augmentation constante des cas de rougeole dans toutes les régions de l'OMS sauf

une», la région des Amériques, a-t-elle indiqué. Mais alors que les chiffres augmentent partout dans le monde, l'OMS craint que la région des Amériques ne soit à son tour rattrapée par des épidémies de rougeole. Les dernières données mondiales (en février 2024) font état de 306.291 cas signalés à l'OMS en 2023, contre 171.156 cas en 2022, soit une augmentation de 79%, mais l'Agence sanitaire mondiale souligne que les chiffres réels sont bien plus élevés.

La recrudescence de cette maladie virale très contagieuse, qui peut entraîner des complications mortelles et se pro-

page par voie aérienne, est attribuée à une baisse de la couverture vaccinale pendant les années Covid-19.

«La prévention de la rougeole et de la rubéole n'est plus une priorité mondiale et gouvernementale en raison de problèmes concurrents tels que la Covid-19, les crises économiques, les conflits, etc», indique toutefois l'OMS dans une note envoyée aux médias. La prévention de la rougeole nécessite que 95% des enfants reçoivent 2 doses de vaccin contre la rougeole. Or au niveau mondial, la couverture vaccinale s'élève à 83% et n'a pas retrouvé le niveau de 2019 de 86%.

BRÉSIL

Un demi-million de cas de dengue depuis le début de l'année

Plus de 512 mille personnes ont été infectées par le virus de dengue au Brésil depuis début 2024, amenant les autorités à décréter l'alerte sanitaire sur une grande partie du territoire brésilien. Le ministère brésilien de la santé a déploré la mort de 75 personnes à cause de ce virus, faisant savoir que 340 autres décès suspects sont en cours de confirmation pour un probable lien avec le virus transmis par les moustiques.

La même source a recensé en janvier dernier plus de 460 mille cas d'infections probables par la dengue, soit quatre fois le chiffre enregistré le même mois de 2023. Depuis début février courant, le bilan a dépassé 170 mille cas de dengue, un chiffre équivalent à celui enregistré pendant tout le mois de février 2023. La région de la capitale Brasília, où «l'état d'urgence

de santé publique» a été décrété, est la plus fortement touchée par cette maladie, obligeant les autorités à installer un hôpital de campagne de l'armée pour absorber le flux des malades qui se rendent dans le système hospitalier.

Le gouvernement a invité toutes les parties concernées à intensifier la lutte contre les foyers de reproduction des moustiques responsables de la transmission du virus, recommandant la fumigation des zones endémiques et couvrant les étendues d'eau qui favorisent la reproduction des moustiques. De même, les autorités sanitaires ont entamé la vaccination des enfants de 10 et 11 ans contre le virus, dont la propagation rapide est favorisée par la hausse des températures et les fortes pluies qui se sont abattues sur le pays.

ETATS-UNIS

Le CDC lève ses recommandations d'isolement de 5 jours face à la COVID-19

Le Centre de contrôle et de prévention des maladies des Etats-Unis (CDC) prévoit de lever ses recommandations d'isolement de cinq jours face à la COVID-19 dans le cadre d'une nouvelle directive prévue par l'agence, a rapporté mardi le Washington Post.

Cette nouvelle directive devrait recommander aux personnes testées positives au coronavirus de se baser sur les symptômes pour déterminer le moment de sortir de quarantaine.

Les personnes dont les symptômes sont légers et en amélioration n'auront

plus besoin de rester chez elles si elles n'ont plus de fièvre pendant au moins 24 heures, selon des responsables du CDC. Les nouvelles recommandations ne s'appliqueront pas aux hôpitaux et autres établissements de santé avec des populations plus vulnérables, selon le média.

L'ex-président américain Jimmy Carter en soins palliatifs depuis un an

L'ex-président américain Jimmy Carter se trouve dimanche en soins palliatifs depuis un an, période qui l'a vu défier les pronostics, atteindre l'âge de 99 ans et assister aux funérailles de son épouse Rosalynn.

«Un an après être entré en soins palliatifs, le président Carter se trouve toujours chez lui avec sa famille», a indiqué sa fondation caritative Carter Center dans un communiqué aux médias américains. Jimmy Carter n'a été président que durant un seul mandat. Après avoir quitté la Maison Blanche, Jimmy Carter a fondé le Carter Center en 1982, pour promouvoir le développement, la santé et la résolution des conflits à travers le monde. Il a reçu en 2002 le prix Nobel de la paix, notamment pour «ses décennies d'efforts inépuisables afin de trouver des solutions pacifiques à des conflits internationaux».



CORÉE DU SUD

La fronde des internes en médecine s'amplifie

Les hôpitaux de Corée du Sud sont fortement perturbés mercredi en raison de l'amplification de la fronde des internes, dont plus de 8.800 —soit 71% du total— ont démissionné pour protester contre une réforme des études médicales, selon des données officielles et des informations des médias locaux. Selon le vice-ministre de la Santé Park Min-soo, 7.813 internes ne se sont pas présentés à leur travail mercredi, soit cinq fois plus que lors du premier jour du mouvement lundi, bien que le gouvernement, selon qui leur action est illégale, leur ait intimé l'ordre de regagner les hôpitaux. «La vocation première des professionnels de la santé est de protéger la santé et la vie des gens, et toute action de groupe qui menace cette mission est injustifiable», a déclaré M. Park. Les hôpitaux de Corée du Sud font largement appel à des stagiaires. Selon des informations des médias locaux, des patients atteints de cancer et des femmes enceintes devant subir une césarienne ont vu leurs rendez-vous reportés. Le président sud-coréen Yoon Suk Yeol s'est dit déterminé à maintenir la réforme, qui vise à augmenter de 65% le nombre d'étudiants admis dans les facultés de médecine, soit 2.000 personnes supplémentaires par an, à partir de 2025. Selon lui, cette mesure est nécessaire pour préparer le pays à prendre soin d'une population qui vieillit rapidement. Les médecins, eux, sont farouchement opposés au projet, estimant qu'admettre plus d'étudiants dans les facultés de médecine se traduira par une baisse du niveau des futurs praticiens, et que la qualité des soins s'en ressentira. Mais les partisans de la réforme soupçonnent les médecins de vouloir surtout préserver leurs salaires très élevés - une conséquence de la pénurie de praticiens - et leur statut social prestigieux. Selon un récent sondage de l'institut Gallup coréen, plus de 75% des personnes interrogées sont en faveur de la réforme, dans un pays qui affiche l'un des taux de médecin par habitants parmi les plus bas dans les pays développés.

BURKINA FASO

Quatre décès liés à la rougeole depuis le début de l'année

Quatre personnes ont été tuées par la rougeole au Burkina Faso depuis le début de l'année 2024, ont annoncé samedi les autorités sanitaires. Selon le directeur de la protection de la santé de la population, Ahmed Sidwaya Ouédraogo, cité par l'Agence d'Information du Burkina (AIB), les districts sanitaires des régions du Centre, du Centre Nord et du Nord sont les plus touchés par la maladie, avec 1.270 cas de rougeole durant les quatre premières semaines de l'année 2024. Une campagne de vaccination des enfants de 9 à 59 mois contre la rougeole et la rubéole a débuté jeudi dernier dans 70 districts sanitaires du Burkina Faso, qui devrait contribuer à augmenter la couverture vaccinale, à réduire le nombre de foyers épidémiques et à baisser la mortalité infantile, selon le ministère en charge de la Santé.

APS

LE GRAS, C'EST BON POUR LES ENFANTS

POUR BIEN GRANDIR, LES ENFANTS ONT BESOIN DE GRAS. OUI, MAIS À QUELLE DOSE EXACTEMENT ET SOUS QUELLE FORME ? ON FAIT LE POINT SUR LEURS VRAIS BESOINS.

On est tous au courant. "Pour bien grandir, il faut éviter de manger trop gras, trop sucré, trop sale". A force de passer en boucle dans les médias, le message a marqué les esprits, parfois trop. Résultat, « trop d'enfants seraient en-dessous des apports journaliers lipidiques recommandés », constate le Pr Patrick Tounian, chef de service de nutrition pédiatrique de l'hôpital Trousseau (Paris).

Or, les lipides sont indispensables à la croissance des enfants. Par exemple, chaque semaine durant la première année de bébé, entre 4 et 5 mg d'oméga-3 DHA se déposent dans le cerveau. Des acides gras qui doivent être apportés par l'alimentation !

On met un peu de gras dans des petits plats

Les lipides doivent constituer 45 à 50 % des apports énergétiques globaux des moins de 3 ans (pour un adulte, les lipides représentent « seulement » 35 à 40 % des apports énergétiques).

Par exemple pour un enfant de 3 ans, dont les besoins énergétiques sont d'environ 1000 calories par jour, cela représente 45 g de lipides. Et si les apports en lipides, via les produits laitiers, se montent à environ 24 g, il faut donc encore 1 c. à c. d'huile ou 1 noisette de beurre.

« Les besoins sont couverts tant que l'enfant ne consomme que du lait maternel ou infantile, précise le Pr Tounian, mais il faudrait ajouter des matières grasses dans les plats salés (même les petits pots) dès que la diversification alimentaire commence après quatre mois et lorsque l'on substitue le lait ze à du lait de croissance après un



an. » Après 3-4 ans, les carences sont souvent moindres, du fait de la baisse des besoins en lipides.

Huile ou beurre ? On équilibre les deux

L'idéal est d'équilibrer les sources d'acides gras d'origine végétale et animale, mais aussi de varier les différents acides gras essentiels : les oméga-3 présents dans les poissons gras, l'huile de colza, de lin, les fruits à coque..., et les oméga-6 concentrés dans l'huile de tournesol, de pépins de raisin... Côté produits laitiers, on reste sur ceux au lait entier. Et que penser de l'huile de palme ou des acides gras trans présents dans les produits industriels ? « Leur intérêt est vérifié chez l'enfant », explique le Pr Tounian. Donc, pas de stress si votre enfant adore les goûters fourrés et qu'il en réclame régulièrement.

Les bons repères âge par âge

- 0-4 mois : entre 600 et 850 ml de lait infantile par jour.
- 4-6 mois : 850 ml de lait infantile par jour + quelques grammes de beurre dans le plat du repas.

- 6-12 mois : 800 ml de lait infantile par jour environ + ½ c. à c. d'huile de colza, de noix ou de soja en alternance avec 1 petite noix de beurre par repas.

- 12 mois-3 ans : 500 ml de lait de croissance + 1 c. à c. d'huile de colza, de noix ou de soja en alternance avec 1 noix de beurre par repas, en complément des autres aliments sources de lipides (viande, fromage...).

Mange, «c'est mauvais pour ta santé»



Une nouvelle étude montre que les enfants mangent moins volontiers s'ils savent que la nourriture qu'on leur présente est bonne pour leur santé. Pour les inciter à terminer leur assiette, il vaut mieux ne pas insister sur le côté sain des aliments.

Lorsqu'il s'agit d'inciter les jeunes enfants à se régaler avec une alimentation saine, il vaut mieux que les parents en taisent les bénéfices plutôt que de dire que le contenu de leur assiette est bon pour leur santé ou qu'il les rendra plus forts ou plus intelligents. Selon une nouvelle étude du Professeur Fischbach, de l'Université de Chicago, les enfants rejettent la nourriture dès qu'on leur dit que «c'est bon pour eux». Une fois qu'ils savent cela, ils partent du principe que la nourriture n'a pas bon goût. Pour les enfants, soit c'est bon, soit c'est sain.

«Les enfants d'âge préscolaire semblent penser que la nourriture ne peut pas servir à deux choses à la fois : être bonne à manger et être bonne pour la santé. Donc, en leur disant que les carottes vont les aider à grandir (ou les rendre plus intelligents), on ne leur donne pas envie d'en manger. Si vous voulez que vos enfants mangent des carottes, donnez-leur et n'ajoutez rien», explique le Pr Fischbach.

Pour cette étude, les chercheurs ont mené cinq expériences différentes auprès de 270 enfants d'âge préscolaire auxquels un chercheur lisait une histoire sur une petite fille à qui on avait servi une collation, pendant qu'à eux aussi on servait un repas. Selon les groupes, l'histoire variait. Parfois la petite fille mangeait la nourriture parce que c'était bon pour elle. Parfois elle la mangeait parce que c'était vraiment très bon. Parfois on ne donnait aucune raison mais la petite fille devait sa collation quand même. Vous l'avez deviné, les enfants des groupes où la petite fille trouvait la nourriture très bonne ou la devait sans raison ont beaucoup plus mangé que le groupe où la petite fille mangeait des aliments sains.

En l'espérance de

ARTHROSE : quels sont les traitements possibles ?

L'arthrose est la première cause de handicap après 40 ans. C'est pourquoi il est important d'adopter le bon mode de vie à titre préventif et de connaître les moyens de soulager les douleurs.

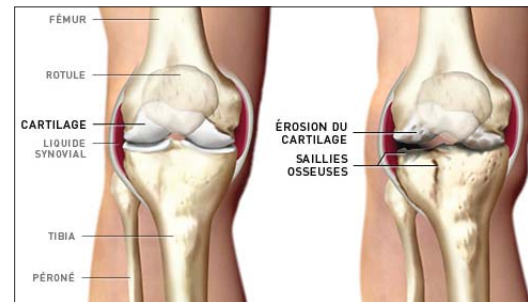
Non, l'arthrose n'est pas « une maladie de vieux » ! Cette maladie inflammatoire des articulations, qui détruit peu à peu le cartilage, est la première cause de handicap après 40 ans, révèle une récente enquête de l'Association française de lutte antirhumatismale (Aflar).

Il faudrait d'abord revoir notre mode de vie

« Source de dégradation de la qualité de vie, l'arthrose est en augmentation depuis quelques décennies, explique le Dr François Rannou, qui a supervisé l'étude. En cause ? L'allongement de l'espérance de vie, mais surtout le surpoids et l'obésité, notamment pour le genou. Et des traumatismes mal soignés (entorses, fractures...), dus à des sports de loisir plus pratiqués qu'autrefois.

D'où l'importance de bien les traiter. » Des facteurs héréditaires et hormonaux jouent aussi un rôle, comme dans l'arthrose des doigts, qui atteint plutôt les femmes à la ménopause. Il n'existe pas une, mais des arthroses. Genou, hanche, vertèbres, mais aussi pieds, épaules... Les zones touchées varient selon l'âge et le sexe. La maladie pouvant évoluer différemment d'une personne à l'autre, par poussées lentes ou aiguës qui détruisent plus ou moins vite le cartilage.

C'est vrai, l'arthrose ne se guérit pas. Non seulement l'ac-



tion des traitements reste modérée, mais certains médicaments ont tant d'effets secondaires que beaucoup ne les prennent pas. « Isolément, aucune solution n'est miraculeuse, c'est leur combinaison qui fait la différence, insiste le Dr Rannou. En associant traitements médicamenteux et non médicamenteux, perte de poids et hygiène de vie adaptée, on peut vraiment soulager les douleurs et ralentir l'évolution de la maladie. » Une chose est sûre : plus on s'occupe tôt, mieux on préserve ses articulations...

Les traitements possibles de l'arthrose :

- Les anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS), type aspirine, ibuprofène...

Ils sont utilisés en période de crise, en comprimés et/ou en crème, pour soulager la douleur et réduire l'inflammation. Du fait de leurs effets indésirables à long terme, surtout digestifs (risque d'hémorragies, toxicité pour le foie...), mieux vaut les prendre sur de courtes périodes.

- Les corticoïdes. Ils sont prescrits en comprimés ou en injection, en cas de fortes poussées qui ne sont pas soulagées par les antalgiques habituels. À long terme, eux aussi peuvent entraîner des effets secondaires non négligeables : prise de poids, déminéralisation osseuse, sensibilité aux infections...

- Les antiarthrosiques d'ac-

tion lente (Aasal), dont les plus connus sont la chondroïtine et la glucosamine. D'une efficacité jugée modérée, ils doivent être pris au long cours. Ils ne sont toutefois pas à négliger, car nombre de patients voient leurs poussées douloureuses réduites et leur qualité de vie améliorée.

Les injections d'acide hyaluronique. Leur but est de lubrifier l'articulation, généralement le genou.

Trois injections, peu doulou-

reuses, sont pratiquées à une semaine d'intervalle. Là encore, l'effet reste modéré, mais certains patients disent constater un soulagement, qui persiste pendant plus de six mois.

4 questions sur l'arthrose

L'arthrose est une forme de rhumatismes qui touche le cartilage, la substance qui facilite le glissement des os les uns contre les autres. Cette dégradation du cartilage touche 68% des personnes de plus de 50 ans.

Comment fait-on le diagnostic d'arthrose ?

Lorsque vous avez des douleurs ou une gêne de l'articulation qui est apparue progressivement, le médecin vérifie s'il y a diminution de la mobilité articulaire ou s'il réveille la douleur lorsqu'il mobilise l'articulation. Ce diagnostic est ensuite confirmé par une radiographie de l'articulation pour voir s'il y a une diminution de la quantité du cartilage. Le recours à un scanner ou une IRM est très rare.

Pourquoi l'arthrose fait-elle mal ?

Le cartilage n'ayant pas de terminaisons nerveuses, une maladie du cartilage ne devrait pas être douloureuse. Toutefois, certains spécialistes pensent que, dès que le tissu devient malade, des terminaisons nerveuses apparaissent : c'est la néo-neuro-génèse.

D'autres médecins pensent que la douleur provient de la souffrance des tissus à proximité, qui sont largement innervés.

L'arthrose est-elle plus sévère chez la femme ?

Certaines études suggèrent que la maladie arthrosique est plus sévère et plus rapidement évolutive chez la femme. Elle est certainement plus fréquente chez la femme lorsqu'elle touche les mains et les genoux, et plus douloureuse lorsqu'elle touche la hanche. C'est ainsi qu'il y a plus de femmes que d'hommes qui se font poser une prothèse articulaire.

Qu'est-ce qu'une «poussée d'arthrose» ?

C'est une inflammation de l'articulation, en particulier de la membrane synoviale, qui tapisse l'intérieur des articulations. Des signes permettent de détecter une poussée d'arthrose : l'augmentation brutale de la douleur en quelques jours, l'apparition de douleurs nocturnes qui réveillent dans la deuxième partie de nuit, l'apparition de raideurs articulaires le matin au réveil et l'apparition de phénomènes inflammatoires (rougeur, chaleur) autour des articulations. L'apparition de ces signes doit vous pousser à consulter le médecin, non seulement pour calmer la douleur, mais surtout pour prévenir le risque de destruction de la matrice cartilagineuse.



rition de phénomènes inflammatoires (rougeur, chaleur) autour des articulations. L'apparition de ces signes doit vous pousser à consulter le médecin, non seulement pour calmer la douleur, mais surtout pour prévenir le risque de destruction de la matrice cartilagineuse.

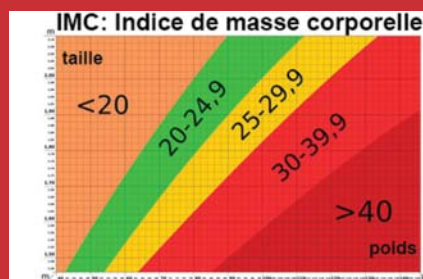
L'IMC, un indice peu fiable chez les enfants

Facile de calculer son IMC pour savoir si on a quelques kilos en trop ou non ! Sauf que la formule mathématique ne fonctionne pas chez les enfants, selon une récente étude américaine... Pour savoir si on a quelques kilos en trop, il est un indice encore plus fiable que l'avis des copines ou (même !) l'aiguille de la balance : l'indice de masse corporelle (IMC). Grâce à une petite formule mathématique toute simple, on calcule notre IMC et on obtient un chiffre, compris entre 16 et 40. Moins de 18,5, on est trop maigre. De 18,5 à 25, tout va bien. Par contre, si le résultat dépasse 25, c'est le surpoids et il devient nécessaire d'attaquer un régime.

Sauf que cet IMC ne convient pas à tout le monde : on le savait déjà inadapté pour les grands sportifs, voilà maintenant qu'une étude menée par la Mayo Clinic (États-Unis) et publiée dans la revue scientifique *Pediatric Obesity* montre que l'indice de masse

corporelle n'est pas fiable pour les enfants. 25% d'erreur en moyenne. Pour en arriver à cette conclusion, les chercheurs ont calculé l'IMC de plus de 50 000 enfants âgés de 4 à 18 ans, et ont comparé les données avec celles recueillies grâce à d'autres mesures, moins connues mais tout aussi efficaces pour dépister le surpoids, voire l'obésité : la mesure du pli cutané (en gros, il s'agit de mesurer l'épaisseur d'un bourrelet de peau) et l'absorptiométrie biphotonique (celle fois, on analyse la répartition de la graisse dans le corps grâce à un examen aux rayons X).

Résultat : « Si l'on ne considère que les résultats obtenus grâce à l'IMC, on échoue à dépister l'obésité ou le surpoids chez 25% des enfants en moyenne, explique Asma Javed, principale auteur de l'étude et endocrinologue à la Mayo Clinic. Ce sont 25% d'enfants qui ne pourront pas être suivis alors qu'ils présentent plus de risques que les



autres de développer un diabète de type 2 ou des troubles cardiovasculaires. Clairement, chez les enfants, l'IMC est insuffisant. » Alors si vous suspectez un début de surpoids chez le petit dernier, inutile de vous précipiter sur la calculatrice : demandez plutôt l'avis d'un professionnel avant de le mettre au régime sec...

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le Premier ministre présente sa démission

Le Premier ministre de la République démocratique du Congo (RDC) Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge a déposé sa démission auprès du président de la République Félix Tshisekedi, a annoncé mardi la présidence de la RDC sur le réseau social X (anciennement Twitter).

Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge était à la tête du gouvernement depuis le 15 février 2021. Le 8 février, la Cour constitutionnelle a rejeté le cumul de fonctions ministérielle et législative, demandant ainsi aux ministres, gouverneurs de provinces et membres de cabinets politiques, qui étaient aussi élus des législatures nationales, de démissionner de leurs fonctions politiques, sauf s'ils renonçaient à leur mandat électif.

"En conséquence, (la Cour) dit que les membres du gouvernement, des cabinets ministériels et du secrétariat général du gouvernement nouvellement élus députés nationaux, sénateurs, députés provinciaux, conseillers communaux de secteurs ou de chefferies et qui auront opté pour leur mandat électif, perdront d'office et immédiatement leurs fonctions incompatibles", avait déclaré le président de la haute Cour.

Trente-et-un des 60 membres du gouvernement, dont le Premier ministre, ont



été élus députés nationaux, dans les élections générales du 20 décembre dernier, où près de 44 millions d'électeurs ont été appelés à se rendre aux urnes dans la journée pour élire un nouveau président, leurs députés, ainsi que les conseillers provinciaux et communaux. Félix Tshisekedi a été réélu président de la RDC avec une ma-

jorité de 73,47 % des voix et a pris le serment le 20 janvier 2024. Le 7 février, il a nommé Augustin Kabuya Tshilumba, secrétaire général du parti au pouvoir, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), en tant qu'informateur à l'Assemblée nationale en vue de la formation du prochain gouvernement.

Huit morts dans une nouvelle attaque à Beni

Huit personnes ont été tuées lundi soir dans la région de Beni, dans l'est de la République démocratique du Congo, dans une attaque de présumés rebelles ADF (Forces démocratiques alliées), a indiqué mardi un responsable administratif.

Selon Sabiti Njamoya, responsable administratif dans le territoire de Beni, les rebelles ADF ont fait incursion à Mayimoya aux environs de 21h00 (19h00 GMT). "Huit personnes, dont trois femmes, ont été tuées", a-t-il déclaré, indiquant que l'ar-

mée mène des opérations de fouille dans la brousse près de cette localité de la province du Nord-Kivu. "Nous appelons nos militaires à prendre leurs responsabilités, car ces derniers temps, il y a activisme des ADF dans Eringeti, Kainama et Kola", des localités situées dans l'extrême nord du Nord-Kivu, a ajouté le responsable. Les exactions des ADF ont commencé dans la province du Nord-Kivu et se sont étendues depuis plusieurs années dans la province voisine de l'Ituri.

Conseil de sécurité : briefing sur la situation en RD Congo

Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit mardi pour un briefing sur la République démocratique du Congo (RDC), notamment la détérioration de la situation sécuritaire dans l'est du pays.

La représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC et chef de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), Bintou Keita, devrait faire un exposé. La réunion sera axée notamment sur l'aggra-

vation continue de la situation dans le Nord-Kivu en raison de l'intensification des combats entre les Forces armées congolaises (FARDC) et la rébellion du M23, selon le site du Conseil de sécurité.

Dans son exposé, Mme Keita "pourrait décrire les derniers développements sur le terrain et les défis auxquels la MONUSCO est confrontée. Elle devrait également décrire les opérations conjointes de la MONUSCO avec les FARDC, connues sous le

nom d'opération Springbok, lancées en novembre 2023 pour sauvegarder les villes de Sake et de Goma", a-t-on indiqué.

Lors de la réunion, les membres du Conseil "exprimeront probablement leurs préoccupations constantes face à l'escalade de la situation sécuritaire dans l'est de la RDC. Ils pourraient également réitérer leur condamnation (des violences) du M23 et d'autres groupes armés opérant dans l'est du pays", ajoute la même source.

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

Consultations sur la situation en République centrafricaine

Le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra une séance d'information publique et des consultations à huis clos mercredi, sur la situation en République centrafricaine (RCA). La Représentante spéciale du Secrétaire général pour la RCA et chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), Valentine Rugwabiza, fera un point sur la situation dans ce pays.

Mme Rugwabiza devrait décrire les derniers développements en RCA sur la base du dernier rapport du Secrétaire général sur la MINUSCA, qui a été distribué aux membres du Conseil le 16 février et qui couvre les développements depuis

le 16 octobre dernier. Elle pourrait se concentrer sur la situation politique dans le pays à la suite de la promulgation de la nouvelle constitution le 30 août 2023.

Le rapport du Secrétaire général note que le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra a proposé des initiatives de dialogue avec l'opposition politique et les dirigeants des groupes armés. Certains de ces acteurs ont exprimé leur volonté de participer au dialogue proposé, tandis que d'autres ont refusé, notamment en raison de leur réticence à légitimer la nouvelle constitution.

Lors de la réunion, la cheffe de la MINUSCA devrait également décrire les efforts en

cours, pour faciliter la mise en œuvre de l'Accord politique de 2019 pour la paix et la réconciliation en RCA. Le rapport du Secrétaire général mentionne l'engagement du gouvernement avec les chefs des groupes armés basés au Tchad en novembre 2023 pour les encourager à rejoindre le processus de paix. Elle peut également parler des préparations pour les élections locales et du plaidoyer de la MINUSCA pour promouvoir la participation significative des femmes dans le processus électoral. Le premier tour des élections locales est prévu pour le 13 octobre et le second tour pour le 26 janvier 2025. Toutefois, le manque de budget reste un défi majeur. A cet égard, Mme Rugwabiza

pourrait réitérer l'appel de l'ONU aux partenaires bilatéraux et internationaux pour qu'ils fournissent un soutien financier afin de faciliter ce processus. De plus, la réunion devrait porter sur les conditions de sécurité difficiles en RCA. Selon le rapport du Secrétaire général, la situation sécuritaire dans le pays est restée volatile avec le début de la saison sèche en novembre 2023.

Le rapport indique que si le nombre d'incidents de sécurité a diminué par rapport à la période précédente, les groupes armés ont maintenu leur présence dans le nord-est, le nord-ouest et le sud-est du pays et ont continué à attaquer les civils et les forces armées centrafricaines (FACA).

CAMEROUN

Trois civils tués par des hommes armés dans la région de l'Extrême-Nord

Trois personnes ont été tuées après que des hommes armés ont attaqué deux localités dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, ont indiqué mardi des sources sécuritaires locales. La première attaque a ciblé le village de Gubede, dans la commune de Mora, département du Mayo-Sava, frontalier du Nigeria, aux premières heures de mardi.

D'après des sources sécuritaires, des individus armés ont abattu par balles un jeune agriculteur et une femme enceinte. Peu de temps après, des hommes armés ont fait une incursion à Mahoula, non loin de Gubede, selon les mêmes sources. Lors de cette attaque, les assaillants ont tué une femme commerçante.

Ils ont également emporté une moto, des vivres et des effets divers. Les attaques n'ont pas été revendiquées, mais elles portent les marques du groupe terroriste Boko Haram.

AFRIQUE DU SUD

Les élections générales fixées au 29 mai

Les élections générales en Afrique du Sud pour choisir un nouveau parlement, qui élira ensuite un nouveau président, se tiendront le 29 mai, a annoncé mardi le président Cyril Ramaphosa.

"Au-delà de l'accomplissement de notre obligation constitutionnelle, ces prochaines élections sont aussi une célébration de notre parcours démocratique et la détermination à (choisir) l'avenir que nous voulons", a déclaré Cyril Ramaphosa.

"J'appelle tous les Sud-Africains à exercer leur droit démocratique à voter et tous ceux qui vont faire campagne à le faire de manière pacifique, en pleine conformité avec la loi", a-t-il ajouté. Quelque 27,5 millions de Sud-Africains inscrits sur les listes électorales sont appelés à voter aux élections générales.

SOMALIE

Cinq morts dans un attentat à la bombe

Cinq personnes ont été tuées et dix autres blessées dans un attentat à la bombe survenu lundi soir dans la capitale somalienne, Mogadiscio, a annoncé mardi la police. Une mine artisanale "a été placée en bord de route dans le district d'Heliwa, visant les passagers d'un minibus et d'une moto-taxi", a-t-elle dit dans un communiqué, en accusant le groupe terroriste "Shebab" d'être à l'origine de ce nouvel attentat dans la ville.

Ce dernier incident en date survient à l'heure où les forces gouvernementales intensifient leurs opérations sécuritaires à Mogadiscio afin d'assurer une sécurité maximale aux habitants.

L'armée somalienne, soutenue par l'Union africaine, a chassé les "Shebab" de Mogadiscio en 2011, mais le groupe terroriste mène encore des attaques, ciblant des sites gouvernementaux, des hôtels, des restaurants et des lieux publics.

ZAMBIE

342 immigrants illégaux arrêtés

Les autorités de l'immigration zambiennes ont arrêté 342 immigrants illégaux lors d'opérations de nettoyage menées récemment dans diverses régions du pays, a annoncé mardi un porte-parole du ministère.

Selon Namati Nshinka, porte-parole du ministère de l'Immigration, les arrestations d'immigrants illégaux, originaires de différents pays, ont eu lieu du 9 au 19 février pour diverses infractions présumées en matière d'immigration. Le porte-parole a indiqué dans un communiqué que les autorités avaient également expulsé 268 immigrants illégaux au cours de la même période, et que 15 étrangers s'étaient vus refuser l'entrée dans le pays pour non-respect des conditions d'accès.

Il a ajouté qu'au cours de la même période, environ 121 immigrants illégaux avaient été condamnés dans différentes régions du pays après avoir été reconnus coupables de violation des lois nationales sur l'immigration.

APS

BURKINA FASO

Plusieurs terroristes "neutralisés" dans l'ouest du pays (Télévision)

Plusieurs dizaines de terroristes ont été "neutralisés" mardi au cours des combats ayant opposé l'armée burkinabè à un groupe de terroristes dans la région de Boucle du Mouhoun, dans l'ouest du Burkina Faso, a rapporté la télévision nationale. Selon la té-

lvision du Burkina (RTB), les soldats burkinabè ont déjoué mardi une embuscade dans la région de Boucle du Mouhoun et y ont engagé un combat contre un groupe terroriste. Les soldats burkinabè au sol ont été appuyés par les vecteurs aériens, selon la même

source, ajoutant que cette synergie d'action a permis de neutraliser plusieurs dizaines de terroristes. L'armée burkinabè et ses supplétifs, les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), multiplient leurs opérations contre les groupes terroristes.

GUINÉE

Le président de la transition annonce la dissolution du gouvernement

Le président de la transition en Guinée, Mamadi Doumbouya, a dissous lundi soir le gouvernement dirigé par Bernard Goumou, ont rapporté des médias locaux, citant un décret de la présidence. "Le gouvernement est dissout. La

gestion des affaires courantes sera assurée par les directeurs de cabinet, les secrétaires généraux et les secrétaires généraux adjoints jusqu'à la mise en place d'un nouveau gouvernement", a déclaré le général Amara Camara, ministre secré-

taire général de la présidence de la République dans une déclaration télévisée, sans donner les raisons à l'origine de cette décision.

Le gouvernement de transition, mis sur place au lendemain du changement anticonstitu-

tionnel dans le pays, a été installé en octobre 2021 sous la direction de Mohamed Béavogui. Bernard Goumou avait succédé à Béavogui le 16 juillet 2022 en tant qu'intérimaire avant d'être confirmé au poste le 20 août de la même année.

PALESTINE

Ghaza: la communauté internationale dénonce le veto américain à un projet de résolution de l'Algérie pour un cessez-le-feu à Ghaza

La communauté internationale a dénoncé mardi le veto opposé par les Etats-Unis à un projet de résolution présenté par l'Algérie au Conseil de sécurité des Nations unies, appelant à un cessez-le-feu "immédiat" dans la bande de Ghaza, théâtre d'une agression génocidaire sioniste depuis le 7 octobre 2023.

Pour la troisième fois, le Conseil de sécurité n'a pas réussi, mardi, à adopter un projet de résolution pour un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Ghaza. Le texte a recueilli 13 voix pour, une abstention et une contre, les Etats-Unis ayant opposé leur veto.

Le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies (ONU), Amar Bendjama a exprimé son regret après ce nouvel échec du Conseil à "s'élever à la hauteur des appels et aspirations des peuples", assurant que l'Algérie "ne s'arrêtera pas jusqu'à ce que le Conseil de sécurité assume pleinement ses responsabilités et appelle à un cessez-le-feu".

"Ce projet de résolution véhicule un message fort aux Palestiniens, à savoir que le monde ne peut rester silencieux face à leur détresse, mais malheureusement, le Conseil de sécurité a échoué encore une fois à s'élever à la hauteur des appels et aspirations des peuples", "un échec qui ne le dispense pas d'assumer ses responsabilités, ni la communauté internationale de ses obligations envers le peuple palestinien désarmé, ni même les autorités d'occupation du devoir de mise en œuvre des mesures conservatoires de la Cour internationale de justice (CIJ)", a-t-il souligné.

Le texte soumis par l'Algérie, membre non-permanent au Conseil de sécurité, appelle à un cessez-le-feu à Ghaza et rejette tout déplacement forcé des Palestiniens, qui, outre la guerre génocidaire menée par l'entité sioniste, font face à une crise humanitaire sans précédent.

M. Bendjama a réitéré qu'"il est grand temps pour que l'agression cesse et que nous puissions faciliter l'acheminement des aides humanitaires vers toutes les régions de Ghaza". Soulignant "la nécessité de reconnaître que seul un cessez-le-feu permettrait d'atteindre l'objectif escompté".

La situation actuelle impose à tout un chacun, comme il avait

affirmé le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "d'œuvrer à porter haut les principes et les objectifs de l'ONU, d'assurer la protection nécessaire au peuple palestinien, et de mettre fin à l'injustice historique qu'il subit", a-t-il rappelé.

"Les peuples de notre région considéraient et considèrent toujours le Conseil de sécurité, comme étant le garant de la légalité internationale, mais malheureusement, il les a déçus encore une fois", a-t-il déploré. Réagissant au veto américain, le représentant de la Russie à l'ONU, l'ambassadeur, Vassili Alexievitch Nebenzia, a affirmé que les Etats-Unis, par leur attitude, continuent d'accorder à l'entité sioniste un "permis de tuer", soulignant que l'Algérie a mené "des discussions de bonne foi" pour adopter son projet de résolution, mais Washington continue d'insister pour que le Conseil de sécurité ne s'immisce pas dans les plans américains, et a également utilisé son droit de veto contre des projets de résolution similaires dans le passé.

Il a appelé les membres du Conseil à "faire face au chaos exigé par Washington", soulignant que "l'opinion publique ne pardonnera plus au Conseil de sécurité son inaction". La Chine, par la voix de son représentant permanent auprès l'ONU, l'ambassadeur Zhang Jun a exprimé sa déception et son mécontentement quant au résultat du vote, estimant que le "veto américain" envoie un mauvais message, poussant Ghaza vers des situations encore plus dangereuses.

Le projet de résolution présenté par l'Algérie au nom du Groupe des Etats arabes, était "fondé sur les exigences minimales de l'humanité et méritait le soutien de tous les membres du Conseil", a affirmé l'ambassadeur Zhang Jun, ajoutant que "compte tenu de la situation sur le terrain, continuer à éviter passivement un cessez-le-feu immédiat n'est pas différent de donner le feu vert à la poursuite

des massacres".

De son côté, le représentant permanent de la France, l'ambassadeur Nicolas de Rivière, a souligné qu'"il y a une nécessité extrêmement urgente de parvenir, sans plus tarder, à un accord sur un cessez-le-feu garantissant à terme la protection de tous les civils et l'arrivée d'une aide d'urgence en grande quantité", regrettant que le projet de résolution présenté par l'Algérie n'a pas été adopté. Pour lui, "seule la solution à deux Etats peut répondre aux aspirations légitimes des Palestiniens à établir leur Etat".

La représentante de la Suisse, Pascale Baeriswyl, a également regretté que le projet de résolution n'ait pas été adopté, insistant sur la responsabilité du Conseil de sécurité de protéger les principes du droit international humanitaire et de protéger les civils. Elle a souligné à la nécessité de respecter les mesures temporaires émises par la Cour internationale de Justice le 26 janvier. La Représentante permanente du Qatar auprès des Nations Unies, l'ambassadeur Alia Ahmed Bin Saif Al-Thani, a également exprimé ses regrets face à l'échec du Conseil de sécurité à adopter le projet de résolution présenté par l'Algérie et soutenu par le groupe arabe, et l'écrasante majorité des membres du Conseil, ajoutant que son contenu est conforme au droit international humanitaire.

L'ambassadeur de Palestine à l'ONU, Riyad Mansour, a fustigé pour sa part un veto "irresponsable et dangereux" des Etats-Unis, abondant que le message envoyé aujourd'hui aux sionistes par ce veto est "qu'ils peuvent continuer à faire n'importe quoi en toute impunité".

Le mouvement de résistance palestinien, Hamas, a, quant à lui, indiqué dans un communiqué que le veto américain est un "feu vert" à l'entité sioniste pour perpétrer davantage de massacres et que cela ne fera qu'accroître la souffrance du peuple palestinien.

Une offensive sioniste transformerait Rafah en "cimetière", alerte MSF-USA

Une offensive armée de l'entité sioniste au sol sur Rafah transformerait cette ville du sud de la bande de Ghaza en "cimetière", a affirmé mardi la directrice de l'antenne américaine de Médecins sans Frontières (MSF), prévenant avec d'autres ONG du risque de famine sur place.

"Les conséquences d'une attaque (sioniste) de grande ampleur sur Rafah sont vraiment

inimaginables", a déclaré la directrice exécutive de l'association Avril Benoit, lors d'une conférence de presse en ligne aux côtés notamment d'Oxfam, de Refugees International, et d'Amnesty International.

"Mener une offensive militaire à cet endroit le transformerait en cimetière", a-t-elle dit en référence à Rafah, ville située dans le sud de Ghaza, adossée à la

frontière fermée avec l'Egypte, et où près d'un million et demi de personnes sont massés, selon l'ONU.

"C'est là que sont concentrés les derniers services de santé et l'aide humanitaire pour les habitants de Ghaza", a ajouté Avril Benoit. "Attaquer Rafah, c'est en réalité couper le lien vital de personnes qui ont déjà tout perdu, sauf leur vie." Les bombardements de l'entité

sioniste sur Ghaza ont rendu "quasi impossible" la livraison de l'aide humanitaire dans le territoire palestinien, a de son côté déclaré Jeremy Konyndyk, le président de l'ONG Refugees International. "Le risque ici, s'il n'y a pas d'autorisation pour une importante opération humanitaire, non entravée et sur l'ensemble de Ghaza, c'est la famine", a-t-il ajouté.

APS

RUSSIE-VENEZUELA

Moscou et Caracas vont renforcer leur coopération en matière d'énergie

La Russie et le Venezuela ont convenu mardi d'élargir leur coopération pétrolière et envisagé une "utilisation pacifique de l'énergie nucléaire" lors d'une visite à Caracas du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. Le chef de la diplomatie russe, arrivé au Venezuela lundi soir en provenance de Cuba dans le cadre d'une nouvelle tournée en Amérique latine, a rencontré son homologue vénézuélien Yvan Gil et la vice-présidente Delcy Rodríguez. "Nous avons défini les domaines importants de notre coopération", a-t-il assuré lors d'une conférence de presse évoquant "l'élargissement de la coopération dans la production de pétrole, le développement des champs de gaz, l'agriculture, la médecine et les produits pharmaceutiques". "Nous considérons également comme prometteur le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, nous avons également discuté de cette question aujourd'hui, nous avons convenu d'augmenter le volume de la coopération dans tous ces domaines", a ajouté le ministre russe sans plus de détail. M. Gil a de son côté souligné le "décollage" des échanges commerciaux entre les deux pays. "La Russie est devenue un fournisseur fiable de produits secondaires", a-t-il assuré, sans donner cependant de chiffres. "Le Venezuela est l'un des amis les plus proches et les plus fiables d'Amérique latine et du monde en général. Nous sommes unis par des relations étroites de partenariat stratégique", a assuré M. Lavrov. A Cuba, lundi, il a fustigé la "domination" et l'"hégémonie" des Etats-Unis et des pays occidentaux sur l'ordre mondial. Après sa visite au Venezuela, M. Lavrov se rendra au Brésil pour assister à une réunion des ministres des Affaires étrangères du G20.

INDE

Des agriculteurs prêts à reprendre leur avancée vers Delhi

Des milliers d'agriculteurs indiens, à bord de leurs tracteurs, sont prêts à reprendre leur avancée en direction de New Delhi mercredi, après avoir échoué à trouver un accord avec le gouvernement sur les prix des récoltes.

Le mouvement espère reproduire le succès du siège des autoroutes menant à la capitale qui avait duré un an en 2021. Ce mouvement de colère contre une libéralisation des marchés agricoles avait poussé le gouvernement du Premier Narendra Modi à abandonner ses projets de réforme agricole.

Depuis la semaine dernière, la police tient à distance une colonne de plusieurs kilomètres d'agriculteurs juchés sur des machines agricoles, près du petit village de Shambhu, à plusieurs heures de route au nord de leur destination prévue. Les manifestants ont repoussé les tentatives de dispersion par des tirs de gaz lacrymogène et se disent déterminés à franchir les parterres de pointes métalliques et de barrières en béton érigés pour stopper leur progression.

Les syndicats agricoles réclament une loi fixant un prix minimum pour toutes les récoltes, élargissant ainsi un programme gouvernemental qui existe déjà pour les denrées de base telles que le riz et le blé. Ils demandent aussi, entre autres concessions, l'annulation des prêts et des pensions universelles pour les agriculteurs âgés de 60 ans et plus.

ARGENTINE

Le gouvernement Milei décrète une augmentation de 30% du salaire

Le gouvernement argentin du président Milei a décidé d'augmenter de 30% le salaire minimum, a indiqué mardi un porte-parole de la présidence, alors que l'inflation dépasse actuellement les 250% par an et que de plus en plus d'Argentins vivent dans la pauvreté. Face à l'échec des négociations sur le salaire minimum entamées entre le gouvernement, les chambres de commerce et les syndicats, la présidence a décidé de porter en février le salaire minimum à 180.000 pesos (204 dollars), puis en mars à plus de 202.000 pesos (230 dollars), soit une augmentation totale de 30%.

Selon une étude publiée ce week-end par l'Observatoire de la dette sociale de l'Université catholique d'Argentine (UCA), 57% de la population vit sous le seuil de pauvreté, soit le chiffre le plus élevé depuis l'établissement de cette mesure privée, il y a 22 ans. Après l'échec des négociations tripartites, le ministre de l'Economie, Luis Caputo, a indiqué lundi soir que le gouvernement allait décréter l'augmentation du salaire minimum.

LITTÉRATURE

Le Forum international du roman-Algérie placé sous le thème "Le roman et la construction de l'espace... mémoire, ville et exil", s'est ouvert à Djelfa.

Participent à cette rencontre littéraire, première du genre en Algérie, plusieurs pays dont la Tunisie, la Palestine, le Koweït, le Soudan, l'Égypte, l'Irak, ainsi que la Jordanie et le Liban, en plus d'enseignants-chercheurs, des étudiants et des spécialistes en littérature, notamment le roman.

Des chercheurs, critiques et hommes de lettres aborderont durant cette manifestation, la réalité et les horizons du roman en Algérie et dans



le monde. La rencontre sera l'occasion de rappeler

l'apport de l'Algérie à ce genre littéraire depuis "Les métamorphoses", également connu sous le titre "L'âne d'or", écrit par Apulée de Madaure (M'daourouche à Souk Ahras) au II^e siècle et considéré comme le premier roman de l'humanité, jusqu'aux œuvres des nouvelles générations d'écrivains", a relevé la ministre.

Au programme de cet événement de trois jours, organisé par le ministère de la Culture et des Arts dans le cadre des activités marquant la célébration de la Journée nationale de la ville (20 février), des conférences et des tables rondes autour de la thématique du Forum.

Le roman algérien, une mémoire des haltes importantes de l'histoire nationale (ministre)

Le roman algérien est "une mémoire des moments importants vécus par les Algériens" et est "le carburant de la lutte et de l'édification", a affirmé, mardi, la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji.

Dans son allocution en visioconférence au Forum international du roman-Algérie, tenu au théâtre régional "Ahmed Benbouzid" de Djelfa, la ministre a souligné que le roman algérien "constitue une mémoire des grands moments du vécu des Algériens, et est le carburant de la lutte et de l'édification".

Elle a cité pour exemple, Mohamed Dib, qu'elle a considéré comme "l'archétype de l'écrivain-militant et du patriote sincère avec un génie supérieur dans l'art du réalisme".

Mme Mouloudji a rappelé, à ce propos, la célèbre phrase de l'écrivain auteur de la célèbre "Nedjma", Kateb Yacine, qui disait "J'écris en français pour dire aux Français que je ne suis pas Français", relevant qu'"un mythe ne deviendra jamais réalité".

"Ainsi sont les romanciers, tout comme les poètes et les artistes libres, qui transmettent fidèlement les faits, as-

pirations et espoirs de leurs peuples et pays", a-t-elle dit. Elle a souligné en outre, que la wilaya de Djelfa qui abrite le Forum international du roman auquel participe nombre de romanciers et critiques littéraires, "a enfanté Mohamed Ben Si Ahmed Bencherif (1879/1921) auteur du premier texte romanesque contemporain algérien".

"Le Forum se veut un espace pour célébrer le roman algérien depuis le texte des +Métamorphoses+ (ou l'âne d'or) d'Apulée de Madaure, premier roman de l'humanité, jusqu'aux œuvres des nouvelles générations d'écrivains", a relevé la ministre.

Ce Forum de Djelfa est également "un outil pédagogique et de dialogue de haut niveau pour le roman qui est le genre le plus répandu et le plus présent dans la littérature contemporaine", a-t-elle ajouté.

A noter que cette rencontre littéraire de trois jours, première du genre en Algérie, est marquée par la participation de représentants de plusieurs pays arabes, en plus d'enseignants-chercheurs, des étudiants et des spécialistes en littérature, notamment le roman.

JOURNÉES NATIONALES « MILAH » DU DOCUMENTAIRE ET DU COURT MÉTRAGE À MILA «Azita», meilleur documentaire et «Dhata Mara», meilleur court métrage de fiction

"Azita" et "Dhata Mara" ont été sacrés respectivement meilleurs documentaires et meilleurs court métrages de fiction au cours des journées nationales "Milah" du documentaire et du court métrage de fiction, clôturées mardi-soir à la maison de la culture de Mila.

"Azita" dont le réalisateur Djamel Bacha de Tizi-Ouzou aborde les traditions de la femme kabyle et ses activités de tisserande a été choisi meilleur documentaire par le jury du concours qui a décerné la seconde place à "El Fouhoud Es-soud fi El Djazair" de Mohamed Lamine Ben Loulou de Mostaganem et la troisième à "Eddor El Meknoun fi Riha Boussemghoun" d'Abdessamed Chenafi d'Oran.

Dans la catégorie de court métrage de fiction, le jury s'est abstenu de re-

mettre le premier prix après avoir relevé des "fautes techniques" dans toutes les œuvres en lice, a affirmé son président, Ali Aïssaoui qui a ajouté que le second prix a été accordé à "Dhata Mara" du réalisateur, Ahmed Regad de la wilaya de Naâma qui a traité l'autorité paternelle sur la fille y compris dans le choix du compagnon de sa vie.

Le troisième prix a été attribué à "Zahra", court métrage signé par Brahim Dendane de Sidi Bel Abbès.

Le prix du jury du court métrage de fiction a été décerné à "El Khaoua" dans lequel la réalisatrice Rachida Bencheikh El Hocine de Mila a traité la résistance du peuple algérien à l'occupation française.

Deux prix d'encouragement ont été en outre décernés aux films de

dessins animés "Leïla Baydha" d'Issam Taachit de Batna et "Rassail Leklek" d'Antar Daadouche de Mila.

Selon le président du jury, la majorité des œuvres en lice s'est distinguée par "la qualité des thèmes traités révélant les potentialités de jeunes cinéastes de talent".

Initiée par l'association culturelle "Milah" de Mila sous le slogan "notre histoire est inspiration, notre présent est créativité", la manifestation de trois jours a mis en lice les œuvres de 20 réalisateurs professionnels et amateurs de plusieurs wilayas du pays.

Des conférences-débats sur les œuvres présentées et des ateliers de formation à la mise en scène ont été organisés dans le cadre de ces journées.

APS

TÉBESSA

Mohamed-Yahia Nedjmi, d'Adrar, décroche le prix de la meilleure photo au Salon national de la photographie

Le photographe Mohamed-Yahia Nedjmi, de la wilaya d'Adrar, a remporté le prix de la meilleure photo, à l'issue du 6^{ème} Salon national de la photographie, clôturé mardi après-midi à la Maison de la culture "Mohamed-Chebouki" de Tébessa.

Khaled Khediri, de Tébessa, et Saâdi Bouchama, de Sétif, se sont adjugés les 2^{ème} et 3^{ème} prix après évaluation de tous les travaux soumis par un jury constitué de spécialistes et de professionnels de la photo.

Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de clôture de cet événement culturel, qui a réuni 43 photographes de l'intérieur et de l'extérieur de la wilaya, le directeur de la Maison de la culture, Mounir Mouissi, a indiqué que ce salon, organisé par la Maison de la culture, a été "une occasion de rapprochement et de contact entre photographes".

Il s'agit, a-t-il ajouté, d'un salon "devenu une tradition annuelle" pour traiter, chaque année, des "différents aspects du patrimoine culturel et touristique propre à chacune des régions du pays".

De nombreux participants, approchés par l'APS, ont exprimé leur joie d'avoir participé à cette édition du salon dédié, cette année, aux cités et quartiers anciens et qui a mis en lumière, à travers les objectifs des photographes, des aspects de la vie sociale dans les différentes wilayas de l'Algérie profonde.

Pour rappel, la Maison de la culture "Mohamed-Chebouki" de Tébessa a abrité durant trois jours la sixième édition du Salon national de la photographie qui a donné lieu à l'exposition de plus de 60 photographies, œuvres de participants venus de nombreuses wilayas du pays.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



DK NEWS

Anep : du 22/02/2024

NEUROSCIENCE

Le premier patient humain de Neuralink contrôle une souris d'ordinateur par la pensée, affirme Elon Musk

Elon Musk a annoncé que le premier patient qui a reçu un implant cérébral de Neuralink, une start-up qu'il a cofondée, était désormais capable de contrôler une souris d'ordinateur par la pensée.

"Les progrès sont bons, le patient semble s'être complètement rétabli, sans effets secondaires dont nous ayons connaissance. Et il est capable de contrôler la souris, de la déplacer sur l'écran juste par la pensée", a déclaré lundi soir le multimilliardaire lors d'une conversation dans un salon audio (Spaces) de X, anciennement Twitter. Le patron de Tesla et SpaceX et propriétaire

de X avait annoncé fin janvier que Neuralink avait posé son premier implant cérébral sur un patient, dans le cadre de ses premiers essais cliniques. Plusieurs autres laboratoires et entreprises ont déjà réussi des opérations similaires, permettant à des patients de réaliser des tâches informatiques par la pensée, et même de retrouver le contrôle de certains de leurs membres. "Nous es-

sayons d'obtenir le plus grand nombre possible de pressions sur les boutons par la pensée", a continué Elon Musk.

"Donc nous travaillons actuellement sur la possibilité de cliquer sur la souris à gauche et à droite, de la déplacer vers le bas et vers le haut, ce qui est nécessaire si vous voulez cliquer sur quelque chose et le faire glisser vers un autre endroit". Située à Fre-

mont (Californie), dans la baie de San Francisco, Neuralink avait obtenu en mai le feu vert de l'Agence américaine de régulation des médicaments et appareils médicaux, la FDA. Son implant, de la taille d'une pièce de monnaie, a déjà été placé dans le cerveau d'un macaque, qui a réussi à jouer au jeu vidéo "Pong" sans manette ni cla-

CYBERCRIMINALITÉ

Signature d'un accord entre Afripol et le Group-IB

Un protocole d'accord portant sur la coopération en matière de lutte contre la cybercriminalité en Afrique a été signé, mardi, par le Mécanisme de coopération policière de l'Union africaine (Afripol) et le Group-IB, un des principaux fournisseurs de solutions pour détecter et prévenir les cyberattaques.

Le document a été signé par le directeur exécutif d'Afripol, Jalel Chelba, et le P-dg du Group-IB, Dmitry Volkov, lors d'une cérémonie tenue au siège d'Afripol à Alger, en présence de représentants de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) et du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT).

Ce protocole d'accord "favorise la collaboration entre les deux parties qui se sont engagées à renforcer leur coopération en matière de lutte contre la cybercriminalité en Afrique", a-t-on indiqué. Le partenariat entre Afripol et le Group-IB porte sur l'échange de renseignements et d'informations sur les cybercriminels et leurs réseaux, ainsi que des enquêtes et opérations collaboratives contre la cybercriminalité sur le continent africain, a-t-on précisé.

La collaboration mènera, selon les termes de cet accord, au développement et à l'exécution d'initiatives communes par le Groupe-IB et Afripol, axées sur la surveillance des cyber-menaces et la prévention des activités d'escroquerie.

Afripol est une institution de l'Union africaine (UA) chargée de renforcer la collaboration entre les forces de police des Etats membres pour prévenir et combattre la criminalité transnationale organisée, le terrorisme et la cybercriminalité.

Le Group IB, dont le siège est implanté à Singapour, est l'un des principaux fournisseurs de solutions dédiées à la détection et la prévention des cyberattaques, aux enquêtes sur les crimes de haute technologie, à l'identification de la fraude en ligne et à la protection de la propriété intellectuelle.

APS

UNIVERSITÉ D'ALGER

L'actualisation de la formation en sciences de l'Information et de la Communication, thème d'un colloque à Alger

La "problématique de l'actualisation de la formation en sciences de l'information et de la Communication à l'ère des nouveaux médias" a constitué le thème d'un colloque scientifique organisé, mardi à Alger, par la faculté des Sciences de l'Information et de la Communication à l'université d'Alger 3, avec la participation de professeurs et d'experts algériens et étrangers. La doyenne de la Faculté des sciences de l'information et de la communication, Mme Atoui Malika, a dévoilé le projet de création du département de "média numérique" pour la rentrée universitaire prochaine, ce qui permettrait aux étudiants de la Faculté, a-t-elle dit, d'"étudier les nouvelles techniques et de suivre les exigences du marché du travail médiatique, qui s'appuie sur les nouveaux médias, suivant l'orien-

tation numérique de la stratégie de l'Etat dans ce domaine". Elle a appelé les journalistes à s'inscrire à la plateforme numérique disponible via le site électronique de l'université d'Alger 3 pour rejoindre les ateliers de formation sur les pratiques médiatiques modernes, tel que prévu par la nouvelle loi sur l'information qui consacre l'obligation de la formation continue pour les journalistes. Pour sa part, le chef du département de la Communication à l'Université d'Alger 3, Karim Douadji, a évoqué l'évolution des nouvelles TIC, mettant en avant l'importance de la formation pour la formation de "journalistes compétents, en réponse aux exigences de la qualité et de la quantité du marché médiatique". Dans le même contexte, le président du Colloque,

Ahmed Fellag, a précisé que cette rencontre scientifique visait à "présenter une vision détaillée sur la mise à jour des programmes de formation des sciences d'information et de communication conformément à l'environnement numérique", d'autant que les changements de cet environnement "sont effrénés et difficiles à saisir à travers les outils traditionnels". Ce colloque porte sur plusieurs sujets, à savoir, "la philosophie de la formation académique et professionnelle dans les sciences de l'information et de la communication", "l'actualisation des contenus de la formation aux exigences du nouvel environnement numérique", outre, "le développement de la formation des sciences de l'information et de la communication à travers les expériences internationales".

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

BASKET-BALL - SUPER-DIVISION MESSIEURS

Le programme de la 17^e journée



Programme de la 17^e journée du Championnat d'Algérie de basket-ball, Super-Division (messieurs), prévue vendredi :
 Rouiba CB - ASS Oum Bouaghi (15h00)
 MC Alger - M Ouled Chebel (15h00)
 NB Staouéli - US Sétif (15h00)
 USM Blida - CR Béni Saf (15h00)
 NA Hussein-Dey - CRB Dar Beida (15h00)
 WO Boufarik - USM Alger (17h00)
 CSC G de Constantine - PS El Eulma (17h00)
 OS Bordj Bou Arreridj - TRA Draria (17h00)

Classement :	Pts	J
1. WO Boufarik	31	16
2. NB Staouéli	28	16
3. USM Alger	27	16
4. Rouiba CB	26	16
5. NA Hussein-Dey	25	16
--. USM Blida	25	16
--. MC Alger	25	16
(2 forfaits)		
--. CR Béni Saf	25	16
--. TRA Draria	25	16
10. US Sétif	24	16
11. CSC Gué de Constantine	23	16
12. PS El-Eulma	21	16
--. OS BB Arreridj	21	16
--. M.Ouled-Chebel	21	16
15. ASS O. El Bouaghi	18	16
16. CRB Dar Beida	16	16
(1 forfait).		

CHAMPIONNAT DE WILAYA DE KUNG FU WUSHU JUNIORS ET SENIORS

Oran ville hôte de la compétition vendredi et samedi prochains



Le championnat de wilaya de Kung Fu Wushu, juniors et seniors dames et messieurs dans la spécialité Sanda (combat), aura lieu vendredi et samedi prochains à la salle omnisports de Sidi El Bachir d'Oran, a-t-on appris, mardi, auprès des organisateurs.

Cette manifestation de sport de combat, pieds et poings, organisée durant deux jours, par la Ligue de wilaya d'Oran en collaboration avec la Fédération algérienne de Kung Fu Wushu et la DJS d'Oran, verra la participation de plus 210 athlètes, dont 90 dames, de quinze clubs de la wilaya d'Oran.

La première journée de la compétition sera consacrée aux éliminatoires dames et messieurs dans dix catégories de poids, alors que la 2^e journée verra le déroulement des demi-finales et finales.

A l'issue de cette phase de wilaya, les quatre premiers en juniors et seniors dames et messieurs seront qualifiés pour la phase régionale, prévue les 19 et 20 avril à Oran.

HANDBALL - TOURNOI DE QUALIFICATION OLYMPIQUE PARIS 2024

Le programme de l'Algérie dévoilé (IHF)

La Fédération internationale de handball (IHF) a dévoilé mercredi le programme de la sélection algérienne de handball messieurs qui disputera ses trois matchs du tournoi de qualification olympique "2", prévu du 14 au 17 mars prochain, dans la ville allemande de Hanovre.

Outre l'Algérie, finaliste du championnat d'Afrique des nations CAN 2024, trois équipes européennes prendront part au tournoi de qualification olympique 2.

Il s'agit de l'Allemagne (cinquième au Championnat du monde masculin 2023), la Croatie (neuvième au Championnat du monde masculin 2023), et l'Autriche (huitième de l'EHF EURO 2024).

Les quatre équipes se disputeront les deux premières places qualificatives aux JO 2024.

La ZAG Arena de Hanovre, d'une capacité de 9.800 spectateurs en Allemagne, souvent utilisée pour les épreuves de handball en Allemagne, accueillera le tournoi de qualification olympique 2, tandis que la Tatabánya Arena en Hongrie, la quatrième plus grande arène de handball de Hongrie, d'une capacité de 6.000 places, doit accueillir le Tournoi de Qualification olympique 3.

Le Tournoi de Qualification olympique 1 se jouera au Palau d'Esports de Granollers (Espagne), l'arène qui a accueilli la finale des Jeux olympiques de Barcelone 1992 et qui a également accueilli des matchs du Championnat du Monde Féminin 2021, avec une capacité de 6.500 places.

Au total, trois tournois de qualification



olympique se dérouleront du 14 au 17 mars. Les trois tournois de qualification olympique se joueront selon un format de tournoi à la ronde, les deux meilleures équipes de chacun se qualifieront pour les Jeux olympiques de Paris 2024.

La France, pays hôte, le Danemark, champion du monde, l'Argentine, vainqueur des Jeux panaméricains, l'Égypte, championne d'Afrique, la Suède et le

Japon sont les six équipes qui ont déjà scellé leur billet pour les Jeux olympiques de Paris 2024.

Voici le programme de l'Algérie :

Jeudi 14 mars (17h45) :

Allemagne-Algérie

Samedi 16 mars (17h00) :

Algérie-Autriche

Dimanche 17 mars (16h45) :

Algérie-Croatie.

CROSS-COUNTRY - CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2024

Douze pays, dont l'Algérie confirment leur participation (Fédération)

Douze pays, dont l'Algérie, ont confirmé leur participation à la 6^e édition des Championnats d'Afrique de Cross-country, prévue le 25 février courant en Tunisie, a appris l'APS mardi auprès de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA).

En effet, outre la Tunisie (pays hôte) et l'Algérie, plusieurs autres nations seront présentes à ce rendez-vous continental, dont le Congo, le Cape Vert, l'Ouganda, le Libéria, les Seychelles, l'Éthiopie, l'Angola, le Kenya et la Libye.

La concurrence sera probablement très rude, particuliè-



rement en présence des grands spécialistes de l'épreuve, comme l'Éthiopie et le Kenya, mais la sélection algérienne ambitionne quand même de faire bonne figure.

Toujours selon la même source, les organisateurs ont jeté leur dévolu sur le terrain de Golf de la station balnéaire de Hammamet Yasmine, pour abriter l'événement.

La précédente édition (ndlr, la 5^e) s'était déroulée le 18 mars 2018, dans la wilaya de Chef (Algérie), alors que les éditions suivantes avaient été annulées en raison de la pandémie du coronavirus.

RUGBY - UNIVERSITÉ

Le rugby fait ses premiers pas dans les universités d'Oran

Des cours d'initiation au Rugby ont été dispensés aux étudiants du pôle universitaire Taleb Mourad Selim (EX-IGMO) à Oran, dans le cadre de la promotion de ce sport dans le milieu universitaire, a indiqué, mercredi, le président de la Fédération algérienne de Rugby (FAR), Sofiane Benhassen.

L'opération s'inscrit dans le cadre de la convention signée, en décembre dernier, entre la Fédération en question et son homologue du sport universitaire, a précisé à l'APS le même dirigeant sportif.

Après des premières initiatives dans ce registre au niveau de certaines wilayas du pays, le pôle universitaire d'Oran a été choisi pour entreprendre une "expérience pilote" devant aboutir à la création de clubs universitaires de rugby, a-t-il expliqué. Il s'agit d'un projet ambitieux visant à développer

ce sport, peu connu dans les milieux sportifs algériens, au sein des universités où la pratique sportive commence à prendre un élan intéressant, a commenté M. Benhassen.

Les initiateurs de ce projet ambitionnent d'aboutir à l'organisation de championnats régionaux universitaires, puis un championnat national, des épreuves qui seront les pourvoyeurs de sportifs d'élite dans cette discipline, selon le même interlocuteur.

A cet effet, la FAR est disposée à mettre au service des futurs clubs universitaires des techniciens et des arbitres pour faire connaître aux sportifs les règles de ce sport et les aider dans leur processus de formation, a-t-il ajouté.

Le sport universitaire et scolaire suscite, désormais, un intérêt particulier de la part de la tutelle, en application des instructions des hautes autorités du pays, en témoignent les nombreuses



activités dédiées aux sportifs universitaires, ces deux dernières années en particulier.

L'objectif recherché est de redonner au sport universitaire et scolaire sa vocation d'antan, à savoir un vivier de

champions qui ont par le passé alimenté les sélections nationales dans différentes disciplines par des talents ayant hissé haut les couleurs nationales, rappelle-t-on.

APS

LIGUE MOBILIS (18E J)
Le leader pour maintenir le cap, choc des mal-classés à Oran

Le MC Alger, solide leader du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, sera en appel pour défier le MC El-Bayadh avec l'objectif de maintenir le cap, alors qu'en bas du tableau le MC Oran recevra l'US Souf dans un rendez-vous "à six points", à l'occasion de la 18e journée, prévue vendredi et samedi.

Auteur d'une victoire nette et sans bavure samedi dernier à la maison face au CS Constantine (2-0), le MCA (1e, 39 pts) est appelé à sortir le grand jeu face à l'une des équipes les plus solidés à domicile, puisque le MCEB a pris 19 points sur 24 possibles.

Le Doyen qui aspire à creuser l'écart en tête, devra faire face à une bête blessée, puisque les coéquipiers de Belmoud ont été éliminés, à la surprise générale, lundi à domicile par le CRB Mecheria (1-1, aux t.a.b : 3-5), en mise à jour des 1/32es de finale de la Coupe d'Algérie.

Le CSC (4e, 27 pts), dont la défaite face au "Doyen" fait déjà partie du passé, aura une belle occasion de se racheter devant son public face à l'ASO Chlef (12e, 20 pts), dans un match qui devrait revenir, à priori, aux locaux.

Les joueurs de l'entraîneur Abdelkader Amrani devront se méfier d'une équipe chélifienne qui espère poursuivre son redressement, elle qui reste sur une série de trois matchs sans défaite, toutes compétitions confondues. Un succès du CSC lui permettrait de rejoindre provisoirement le podium, à égalité de points avec le Paradou AC au repos forcé cette semaine.

La JS Kabylie et l'USM Khenchela, qui se partagent la 6e place en compagnie de l'USM Alger avec 26 points chacun, s'affronteront au stade du 1er-novembre de Tizi-Ouzou, où chacune des deux équipes visent à confirmer.

La JSK, invaincue lors des quatre derniers matchs, aura à cœur d'enchaîner un autre bon résultat, face à

l'USMK, qui de son côté effectuera le déplacement à la ville des Génêts pour frapper un bon coup et confirmer son dernier succès face à l'USMA (1-0).

L'USB est en quête de rachat

L'US Biskra (9e, 24 pts), stoppée net dans son élan après sa défaite chez la lanterne rouge l'US Souf (2-0), n'aura plus droit à l'erreur à la maison face au NC Magra (13e, 17 pts), dans l'objectif de rejoindre la première partie du tableau.

Le NC Magra, qui reste sur une série de trois défaites de rang, toutes compétitions confondues, doit puiser dans ses ressources pour espérer revenir avec un bon résultat.

Dans la course au maintien, le MC Oran (14e, 11 pts) ne doit pas rater son duel face à l'US Souf (16e, 7 pts), dans un véritable choc "à six points" entre deux équipes qui luttent pour leur survie.

Les Oranais, auteurs de deux nuls de suite, dont un à Béchar face à la JS Saoura (1-1), sont appelés à stopper l'hémorragie devant leur public, puisque le dernier et unique succès à Oran remonte au 17 novembre dernier face à l'USMK (1-0).

L'ES Ben Aknoun, premier relégable (15e, 10 pts), jouera un match piège à domicile face à la JS Saoura (11e, 23 pts), d'autant que la formation de Béchar souffle le chaud et le froid depuis le début de la saison.

Cette journée est tronquée de deux matchs : CR Belouizdad - Paradou AC et USM Alger - ES Sétif, reportés à une date ultérieure en raison de l'engage-

ment du Chabab et de l'USMA, ce week-end, en compétitions interclubs de la CAF.

Le programme

Programme des rencontres de la 18e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, prévues vendredi et samedi :

Vendredi, 23 février :

US Biskra - NC Magra 16h00 (huis clos)

ES Ben Aknoun - JS Saoura 16h00

Samedi, 24 février :

JS Kabylie - USM Khenchela 16h00

MC El-Bayadh - MC Alger 16h00

MC Oran - US Souf 16h45

CS Constantine - ASO Chlef 16h45

Reportées à une date ultérieure :

CR Belouizdad - Paradou AC

USM Alger - ES Sétif

Classement :	Pts	J
1). MC Alger	39	16
2). CR Belouizdad	31	16
3). Paradou AC	30	17
4). CS Constantine	27	17
→). ES Sétif	27	17
6). USM Alger	26	17
→). JS Kabylie	26	17
→). USM Khenchela	26	17
9). MC El Bayadh	24	17
→). US Biskra	24	17
11). JS Saoura	23	17
12). ASO Chlef	20	17
13). NC Magra	17	16
14). MC Oran	11	17
15). ES Ben Aknoun	10	16
16). US Souf	07	17.

COUPE D'ALGÉRIE
Le programme des 16^{es} de finale

Les 16es de finale de la Coupe d'Algérie (seniors/messieurs) de football se dérouleront les 7, 8 et 9 mars prochains, a annoncé mercredi la Fédération algérienne de football (FAF). Le programme de ces 16es de finale a été arrêté alors qu'un match des 32es de finale ne s'est pas encore joué, à savoir, le choc JS Kabylie - CR Belouizdad, entre deux grosses cylindrées de Ligue 1 prévu le 5 mars prochain. Le vainqueur de ce chaud duel défiera en seizième de finale, l'AS Khroub, sociétaire du Groupe Centre-Est de la Ligue 2 amateur. Pour rappel, l'ASO Chlef, tenante du trophée, est toujours en lice dans la compétition,

puisque'elle s'est qualifiée sur le score de 2-1, en déplacement chez l'AB Barika (Inter-régions).

Le 7 mars :

AA Alger (Stade du 20-Août) : NA Hussein-Dey (L2) - MO Constantine (L2) 15h00

Le 8 mars :

AA Alger (Stade du 20-Août) : Hydra AC (Inter-régions) - JSD Jijel (Inter-régions) 14h30

ATighenif : IS Tighenif (Inter-régions) - ES Mostaganem (L2) 14h30

AKhenchela : USM Khenchela (L1) - GC Mascara (L2) 15h00

AA Alger (Stade de Dar El Beida) : Paradou AC (L1) - MC Oran (L1) 15h00

A Chelf (Stade Mohamed Boumezrag) : ASO Chlef (L1) - US Biskra (L1) 15h00

AA Alger (Stade du 5-Juillet) : USM Alger (L1) - MB Rouissat (Inter-régions) 18h00

Le 9 mars :

AAzazga : JS Azazga (Inter-régions) - CR Ben Badis (Inter-régions) 14h30

A Oum El Bouaghi (Stade Zerdani Hassouna) : US Chaouia (Inter-régions) - R. Bougaâ (Inter-régions) 14h30

AAkbou : Olympique Akbou (L2) - MC El Bayadh (L1) - CRB Mecheria (L2) 14h30

ATlemcen (Stade Akid Lotfi) : WA Tlemcen (Inter-régions) - JS Saoura (L1) 14h30

ABatna (Stade du 1er Novembre) : CA Batna (L2) - USM Annaba (L2) 15h00

AA Alger (Stade du 20-Août) : ES Ben Aknoun (L1) - ASM Oran (L2) 15h00

ABlida (Stade Mustapha Tchaker) : CR Zaouia (Inter-régions) - MC Alger (L1) 15h00

ASétif (Stade du 8-Mai 1945) : ES Sétif (L1) - CS Constantine (L1) 16h45

A déterminer :

Vainqueur JS Kabylie (L1) - CR Belouizdad (L1) Vs AS Khroub (L2).

DIRECTION NATIONALE DE L'ARBITRAGE
Des tests physiques pour les arbitres et arbitres assistants (FAF)

La Direction nationale de l'arbitrage (DNA) de la Fédération algérienne de football (FAF) organise du 20 au 22 février des tests physiques pour les arbitres et arbitres assistants dans différentes wilayas du pays, indique mercredi l'instance fédérale sur son site officiel.

La première journée des tests physiques, mardi, a été entamée dans les wilayas d'Annaba (Seraïdi), à Constantine, à Blida et à Saida, alors que pour la journée de mercredi, les participants devront assister à des cours au niveau des wilayas d'Alger, Bechar, Batna, Ouargla et à l'annexe Miloud Hadeff à Oran, précise la FAF.

La dernière journée de jeudi sera organisée au niveau de l'annexe du complexe olympique Miloud Hadeff d'Oran.

Ces stages sont organisés par la Direction nationale d'arbitrage, que préside l'ancien arbitre international, Mehdi Abid Charef, sous l'égide de la Fédération algérienne de football, rappelle-t-on.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (GR.A/ 5^E J)
Al-Hilal
Benghazi-USMA à huis clos (club)

Le match Al-Hilal Benghazi de Libye et l'USM Alger, prévu dimanche au stade des martyrs à Benina (17h00), comptant pour la 5e journée (Gr.A) de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine de football, se jouera à huis clos, a annoncé le club algérois mardi dans un communiqué.

"La Confédération africaine (CAF) a notifié ce mardi au club libyen de la décision de sa commission de discipline de lui infliger une sanction d'un match à huis clos pour jets de fumigènes lors de la réception des Egyptiens de Future FC lors de la deuxième journée.

Du coup, le match face à l'USMA se jouera sans public", a affirmé l'USMA.

Au terme de la 4e journée, l'USMA, tenant du trophée et déjà qualifiée aux quarts de finale, occupe la tête du classement avec 10 points, à trois longueurs d'avance sur son poursuivant direct Future FC (7 pts).

Supersport (Afrique du Sud) et Al-Hilal Benghazi suivent derrière avec 3 points chacun.

Les deux premiers de chacun des quatre groupes se qualifient aux quarts de finale.

L'USMA traverse actuellement une période difficile, puisqu'elle reste sur une série de trois revers de rang en championnat de Ligue 1 Mobilis, dont le dernier concédé vendredi sur le terrain de l'USM Khenchela (1-0), dans le cadre de la 17e journée.

FUTSAL - TOURNOI INTERNATIONAL FÉMININ
La 6^e édition aura lieu du 27 au 31 octobre à Akbou (club)

La direction du CF Akbou a annoncé lundi soir, l'organisation de la 6e édition du tournoi international de Futsal (seniors dames) du 27 au 31 octobre 2024.

"Ce tournoi entre dans le cadre de la célébration du 70e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale. Outre l'Algérie, ce rendez-

vous verra la participation des clubs représentant la Palestine, la Tunisie, la France, et le Canada", précise la même source dans un communiqué. Cette édition aura lieu au niveau de la salle OMS de "Guendouza" (Akbou).

" Nous souhaitons que l'édition de cette année soit une réussite totale,

comme ce fut le cas lors des cinq précédentes éditions", conclut le communiqué.

Ce tournoi est organisé sous l'égide de la wilaya de Béjaïa, de l'APW de Béjaïa, de l'APC d'Akbou, et de la Fédération algérienne de football (FAF). La précédente édition s'est déroulée en octobre 2022 et

a vu la présence de 8 clubs locaux, dont deux étrangers : Bondy Cécifoot (France), Al-Majd de Sidi Bouzid (Tunisie), en plus de la sélection palestinienne. Fondé le 8 mars 2010, le CF Akbou est un des clubs algériens de football féminin pourvoyeurs de joueuses pour les différentes équipes nationales.

LIGUE 2

Une aide financière de 40 millions DA au profit de l'ES Mostaganem et du WA Mostaganem (wilaya)

Les deux clubs de Mostaganem évoluant en Ligue deux de football, l'ESM et le WAM, ont bénéficié chacun d'une aide financière estimée à 20 millions de dinars de la part de la wilaya, ont indiqué, mercredi, les services de cette instance.

Reçus par le wali Ahmed Boudouh, les présidents des deux clubs ont été rassurés par le premier responsable de la wilaya sur "son entière disponibilité à accompagner et soutenir les deux équipes dans l'optique de réaliser les meilleurs résultats possibles", précise un communiqué de presse publié sur la page facebook officielle de la wilaya de Mostaganem.

Au cours de cette rencontre, le wali a également décidé de réserver une somme de 50 millions DA à l'effet d'acquiescer un bus au profit du mouvement sportif local "afin de faciliter les déplacements des équipes de la wilaya", ajoute-t-on.

Après 16 journées de championnat, l'ESM, qui a raté l'accession en Ligue 1 lors de la dernière journée de la saison passée, occupe actuellement la 2e place au classement du groupe Centre-Ouest avec 35 points, accusant un retard de deux unités sur le leader du groupe le RC Kouba.

Quant au WAM, il pointe à la 6e place de la même poule avec 25 points. Seul le premier de chacun des deux groupes qui composent l'antichambre de l'élite, accèdera en fin d'exercice en Ligue 1, selon le système de cette compétition, rappelle-t-on.

CHAMPIONNAT RUSSE (TRANSFERT)

L'Algérien Aïssaoui rejoint le CSKA Moscou jusqu'en 2026 (club)



Le milieu offensif international algérien des U20 et de l'USM Alger Sid Ahmed Aïssaoui (19 ans), s'est engagé pour deux saisons et demie avec le CSKA Moscou, a annoncé le club de la division 1 russe de football mardi dans un communiqué.

"L'accord avec le footballeur de 19 ans court jusqu'à la fin de la saison 2025-2026 avec une option de prolongation de deux ans supplémentaires. Le joueur portera le numéro 19. Sid Ahmed, tu es chez toi !", a affirmé la formation moscovite sur son site officiel. Le joueur, passé par l'Académie de la Fédération algérienne de football (FAF) de Khemis-Meliana, a entamé sa carrière à l'USM Blida, avant de rejoindre l'USMA en 2020.

Convoité par Braga (Portugal), FC Lugano (Suisse), Al-Ahly- du Caire (Egypte), ainsi que des clubs de Major League Soccer (MLS), le joueur a décidé de prendre la direction du championnat russe. International U20, Aïssaoui est régulièrement convoqué par le sélectionneur de cette catégorie Yacine Manaâ, prenant part notamment au tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) disputé en novembre dernier à Tunis.

APS

LIGUE 2 AMATEUR (17^E JOURNÉE)

Déplacements compliqués pour les leaders

La 17e journée de la Ligue 2 de football amateur, prévue vendredi et samedi, sera marquée par des déplacements compliqués pour les leaders des deux poules, à savoir, le RC Kouba (Centre-Ouest) chez le WA Mostaganem (6e, 25 pts) et l'Olympique Akbou (Centre-Est) chez l'USM Annaba (15e, 14 pts).

Vainqueur en déplacement devant le SC Mecheria (1-0) lors de la précédente journée, le RC Kouba (37 pts) tentera d'enchaîner avec un nouveau succès loin de ses bases, chez le WA Mostaganem (6e, 25 pts), qui vendra chère sa peau pour rester aux contacts de la tête du classement.

Le dauphin du Raed, l'ES Mostaganem (35 pts) sera également à rude épreuve en évoluant chez une équipe en lutte pour le maintien, la JS Guir Abadla (15e, 12 pts).

Les gars de Mostaganem aborderont ce déplacement avec la ferme intention de revenir avec les trois points de la victoire et ainsi maintenir la pression sur le leader.

En embuscade, le GC Mascara (3e, 30 pts), le CR Témouchent (4e, 29 pts) et l'ESM Koléa (5e, 25 pts) auront l'occasion de réduire l'écart sur les deux premiers au classement, en recevant des équipes en difficultés, respectivement, le RC Arbaâ (12e, 16 pts), la JSM Tiaret (8e, 19 pts) et le NA Hussein-Dey (14e, 14 pts).

Dans le ventre mou du classement, le MCB Oued Sly et le WA Boufarik, neuvièmes ex aequo avec 18 points, s'affronteront pour remonter au classement, alors que l'ASM Oran, également neuvième, sera opposée au SC Mecheria (13e, 15 pts) et récent tombeur du MC El-Bayadh en 16es de finale de la Coupe d'Algérie.

De son côté, la lanterne rouge l'O Médéa (12 pts) accueillera le SKAF Khemis Miliana (7e, 22 pts) avec l'ambition d'arracher une succès qui lui permettra de revenir sur les équipes en lutte pour le maintien.

Gr. Centre-Est : l'Olympique Akbou en mission difficile à Annaba

Leader incontesté de la poule Centre-Est, l'Olympique Akbou (38 pts) évoluera en déplacement chez l'USM Annaba (15e, 14 pts), dans une rencontre qui s'annonce difficile face à une formation qui joue son avenir en Ligue 2.

Les Annabis en difficulté depuis le début de saison n'ont pas le droit à l'erreur face aux redoutables Olympiens.

L'affiche de cette 17e journée, programmée vendredi (15h00), mettra aux prises le CA Batna (3e, 29 pts) en déplacement



chez le MO Constantine (5e, 23 pts), alors que l'autre club de Batna et dauphin de l'Olympique d'Akbou, le MSP Batna (34 pts) recevra l'USM El Harrach (11e, 17 pts) avec l'objectif de réduire l'écart sur le leader.

Pour leur part, la JS Bordj Menaël (4e, 28 pts)

et le NRB Teleghma (6e, 21 pts) essayeront de réduire leur retard sur le peloton de tête en recevant, respectivement, l'E Sour Ghazlane (14e, 14 pts) et l'AS Ain M'liha (13e, 17 pts).

Dans le milieu de tableau, l'IC Ouargla (11e, 17 pts) accueillera l'IB Khe-

mis El Khechna (7e, 21 pts), au moment où l'Olympique Magrane (10e, 18 pts) sera opposé au HB Chelghoum Laid (8e, 20 pts). Dans la lutte pour le maintien, le MC El Eulma (16e, 10 pts) recevra à huis clos l'AS Khroub (9e, 19 pts).

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

BARCELONE : XAVI COMPREND LA COLÈRE DE DE JONG

Ce mardi, le milieu de terrain du FC Barcelone Frenkie de Jong (26 ans, 17 matchs et 1 but en Liga cette saison) a poussé un énorme coup de gueule en déplorant de fausses rumeurs à son sujet dans les médias. De son côté, l'entraîneur des Blaugrana Xavi comprend la colère de l'international néerlandais. "Je comprends parfaitement De Jong. Tous les footballeurs et toutes les personnes qui sont au Barça ressentent de l'injustice par rapport aux médias car on voit souvent des mensonges. Son avenir ? Pour moi, c'est un joueur fondamental, mais cela dépend du club. Il a été très heureux avec nous et il est très important pour le projet", a souligné le technicien espagnol devant les médias ce mardi.

MAN CITY

GUARDIOLA SALUE HAALAND

Buteur contre Brentford (1-0), mardi en Premier League, Erling Haaland (23 ans, 20 matchs et 17 buts en Premier League cette saison) a une nouvelle fois sorti Manchester City de l'impasse. L'attaquant norvégien a logiquement été encensé par son entraîneur, Pep Guardiola.

"Ne critiquez jamais votre meilleur buteur, il vous fera fermer votre bouche. Tôt ou tard, Erling Haaland répond toujours présent, s'est réjoui le coach catalan en conférence de presse. Il revient de deux mois sans jouer, il sort d'une semelle difficile avec le décès de sa grand-mère et maintenant, il recommence à marquer des buts." Pour rappel, le Viking demeure le meilleur buteur du championnat anglais malgré sa longue absence. Il conserve deux unités d'avance sur Mohamed Salah.

DORTMUND HUMMELS ALLUME ENCORE L'ARBITRAGE

A l'occasion du 8e de finale aller de la Ligue des Champions contre le PSV (1-1), mardi, Mats Hummels (35 ans, 7 matchs en LdC cette saison) a concédé un penalty très sévère lors d'un duel avec Malik Tillman. Furieux sur Twitter, le défenseur central du Borussia Dortmund en a remis une couche face aux journalistes.

"Il y a penalty à 0%. Zéro. Je tacle, je joue clairement le ballon en premier et je l'attrape un peu, c'est du football. Tillman a éclaté de rire, Bakayoko a éclaté de rire sur le terrain. Ils m'ont tous souri pendant des minutes. Désolé, nous sommes en Ligue des Champions. C'est le deuxième penalty ridicule que nous concédons après le match du PSG. Je ne comprends pas les arbitres pour le moment", a pesté l'Allemand en zone mixte.

"(...) Vous n'avez pas besoin de consulter de règles. Nous sifflons des penalties dans des situations pour lesquelles nous ne sifflons pas de coups francs au milieu de terrain maintenant. Nous sifflons des mains que nous ne sifflons pas au milieu du terrain, mais il y a penalty. Nous sommes sur la mauvaise voie. Malheureusement, j'ai l'impression que la VAR a rendu les arbitres plus mauvais. Avant, je pense que les arbitres étaient bien meilleurs", a rajouté Hummels.

ATLETICO "ENTORSE MODÉRÉE" POUR GRIEZMANN

Touché à la cheville contre l'Inter (1-0), mardi en Ligue des Champions, Antoine Griezmann (32 ans, 36 matchs et 18 buts toutes compétitions cette saison) souffre d'une "entorse modérée", annonce l'Atletico Madrid ce mercredi. L'attaquant français reste "en attente d'évolution" affirme le club espagnol. Sa présence pour la demi-finale retour de Coupe du Roi contre l'Athletic (défaite 0-1 à l'aller), dans huit jours, est fortement compromise.

BAYERN KLOPP N'IRA PAS AU BAYERN

Après avoir annoncé quitter son poste d'entraîneur de Liverpool en fin de saison, Jürgen Klopp a réitéré son envie de prendre une année sabbatique, par la voix de son agent Marc Kosicke. "Jürgen n'entraînera aucun club ni aucune sélection pendant un an à l'issue de la saison en cours. Sa position reste inchangée", a précisé son représentant à Sky Sport Allemagne.

La piste tombe donc à l'eau pour le Bayern Munich, qui s'est penché sur Xabi Alonso pour remplacer Thomas Tuchel. Le nom du manager de 56 ans a aussi été évoqué au FC Barcelone, et même du côté de l'équipe nationale allemande, depuis l'annonce de son futur départ des Reds.

INTER INZAGHI EN VOULAIT PLUS

Ce mardi à Giuseppe-Meazza, l'Inter Milan a pris le meilleur sur l'Atletico Madrid (1-0) à l'occasion du 8e de finale aller de la Ligue des Champions. Même satisfait du visage affiché par son équipe, l'entraîneur du club italien Simone Inzaghi en voulait encore plus sur cette rencontre.

"Ce match nous laisse de bons sentiments quant à l'extraordinaire performance des garçons face à un grand adversaire. Nous regrettons d'avoir gagné par un seul but car ce sera un match intense à Madrid. Nous avons fait une bonne première période, pas exceptionnelle, contre un grand adversaire. En seconde période, nous n'avons pas été bons pendant les 10 premières minutes, mais ensuite nous avons été extraordinaires", a analysé le technicien italien pour Sport Mediaset.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Fayçal Laouar

Directeur de publication
Smail Oulebsir

Directeur de la rédaction

Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.48.00 »

FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 / FAX : 020.05.11.48 - 020.05.13.45 - 020.05.13.77 E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz - agence.oran@anep.com.dz - agence.annaba@anep.com.dz - agence.ouargla@anep.com.dz - agence.constantine@anep.com.dz

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Tebboune préside une réunion de travail sur les zones franches

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, mardi, une réunion de travail consacrée aux zones franches notamment celle entre Tindouf et la Mauritanie, pays frère, indique un communiqué de la Présidence de la République.



AGRESSION CONTRE GHAZA

L'Algérie regrette le nouvel échec du Conseil de sécurité à s'élever à la hauteur des appels et aspirations des peuples

Le représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations unies (ONU), Amar Bendjama a exprimé son regret après un nouvel échec du Conseil de sécurité à s'élever à la hauteur des appels et aspirations des peuples, assurant que l'Algérie "ne s'arrêtera pas jusqu'à ce que le Conseil de sécurité assume pleinement ses responsabilités et appelle à un cessez-le-feu". Après l'utilisation par les Etats-Unis de leur veto face au projet de résolution présenté par l'Algérie au Conseil de sécurité, lequel appelle à un cessez-le-feu à Gaza et rejette tout déplacement forcé des Palestiniens, M. Bendjama a exprimé sa profonde gratitude à tous les membres pour leur participation constructive, tout au long du processus de négociation, et présenté ses remerciements à tous les Etats qui ont voté en faveur du projet de résolution et ceux qui ne se sont pas opposés à l'adoption de ce projet qui appelle à un cessez-le-feu à Gaza.

"Ce projet de résolution véhicule un message fort aux Palestiniens, à savoir que le monde ne peut rester silencieux face à leur détresse, mais malheureusement, le Conseil de sécurité a échoué encore une fois à s'élever à la hauteur des appels et aspirations des peuples", "un échec qui ne le dispense pas

d'assumer ses responsabilités, ni la communauté internationale de ses obligations envers le peuple palestinien désarmé, ni même les autorités d'occupation du devoir de mise en œuvre des mesures conservatoires de la Cour internationale de justice (CIJ)", a-t-il précisé. Il a affirmé dans ce contexte qu'"il est grand temps pour que l'agression cesse et que nous puissions faciliter l'acheminement des aides humanitaires vers toutes les régions de Gaza".

Précisant que "les deux résolutions 2712 et 2720 n'ont pas abouti aux résultats escomptés et que les aides ne couvrent pas le minimum des besoins des Palestiniens, M. Bendjama a souligné la nécessité de reconnaître que seul un cessez-le-feu permettrait d'atteindre l'objectif escompté".

La situation actuelle impose à tout un chacun, comme il avait affirmé le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "d'œuvrer à porter haut les principes et les objectifs de l'ONU, d'assurer la protection nécessaire au peuple palestinien, et de mettre fin à l'injustice historique qu'il subit", a ajouté M. Bendjama.

Il a rappelé que "les peuples de notre région considéraient et considèrent toujours le Conseil de sécurité, comme étant le garant

de la légalité internationale, mais malheureusement, il les a déçus encore une fois".

Dans ce cadre, l'ambassadeur d'Algérie à l'ONU a adressé un message à la communauté internationale, l'appelant à la nécessité de "répondre aux demandes de cessation des massacres ciblant les Palestiniens, en exigeant un cessez-le-feu immédiat".

Quiconque va à son encontre doit revoir ses politiques et ses calculs, car les résultats des mauvaises décisions d'aujourd'hui mèneront, demain, à la violence et à l'instabilité dans notre région et dans le monde".

"Interrogez-vous sur le résultat de vos décisions et sur la façon dont l'histoire vous jugera", a-t-il martelé.

"Ce soir, nous enterrons nos martyrs en Palestine. Demain, l'Algérie reviendra au nom de la nation arabo-musulmane et des hommes libres de par le monde, et avec nous, les âmes des milliers d'innocents assassinés par l'occupant israélien dans l'impunité la plus totale, pour frapper aux portes du conseil et exiger l'arrêt du bain de sang en Palestine. Nous ne nous arrêterons pas tant que ce conseil n'aura pas assumé son entière responsabilité et appelé à un cessez-le-feu, car notre volonté est de fer et notre détermination est inépuisable".

ALGÉRIE - JORDANIE

M. Boughali reçu par le roi de Jordanie



Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahimi Boughali a été reçu, mardi à Amman, par le souverain jordanien, le roi Abdallah II, indique un communiqué de l'APN.

Lors de cette rencontre, "le roi Abdallah II a mis l'accent sur la profondeur des relations fraternelles et historiques liant la Jordanie et l'Algérie et les deux peuples frères ainsi que la volonté d'élargir la coopération à tous les domaines notamment au niveau parlementaire", précise le communiqué.

Le souverain jordanien a affirmé "l'appui de la Jordanie à l'Algérie pour la réussite de ses efforts internationaux en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité, à même de servir les questions arabes, à leur tête la cause palestinienne et de préserver la sécurité et la paix internationales", note le communiqué.

Le roi Abdallah II a salué "les efforts diplomatiques de l'Algérie pour parvenir à un cessez-le-feu à Gaza et soutenir les frères dans ce territoire à travers l'acheminement des aides humanitaires", soulignant "l'importance d'intensifier les efforts déployés pour aboutir à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza afin de protéger les civils et garantir l'acheminement continu des aides humanitaires", ajoute la même source.

ALGÉRIE - RWANDA

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha reçu à Kigali par le ministre rwandais de la Défense (MDN)

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) a été reçu, mardi à Kigali, dans le cadre de sa visite officielle à la République du Rwanda, par le ministre rwandais de la Défense, M. Juvenal Marizamunda, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans la continuité de sa visite officielle à la République du Rwanda, sur invitation de son homologue rwandais le Général d'Armée Moubarakh Muganga, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'ANP, a été reçu aujourd'hui 20 février 2024, au siège du ministère rwandais de la Défense, par le ministre de la Défense Juvenal Marizamunda, pour s'entretenir ensuite avec son homologue Chef d'Etat-Major des Forces rwandaises le Général d'Armée Moubarakh Muganga", précise le communiqué.

Le Général d'Armée, Saïd Chanegriha a été accueilli à l'entrée du quartier général du ministère de la Défense à la capitale Kigali, par "le Chef d'Etat-Major de la Défense rwandaise, le Général d'Armée Moubarakh Muganga, où il a passé en revue une formation de la Garde nationale qui lui a présenté les honneurs militaires avant d'être reçu par le ministre de la Défense rwandais Juvenal Marizamunda, avec lequel il s'est entretenu au sujet de l'évaluation de l'état de la coopération militaire entre les armées des deux pays, pour échanger ensuite des présents symboliques".

Le Chef d'Etat-Major de l'ANP a eu, par la suite, une rencontre bilatérale avec son homologue le Général d'Armée Moubarakh Muganga, avant d'élargir la réunion aux

délégations des deux pays, où "les deux parties ont présidé les entretiens sur la coopération militaire entre les deux pays et les perspectives de sa promotion conformément aux aspirations des dirigeants des deux pays et leur volonté commune d'étendre la coordination aux domaines d'intérêt commun", ajoute le communiqué.

A cette occasion, "Monsieur le Général d'Armée a prononcé une allocution à travers laquelle il a réitéré à ses hôtes sa considération et sa reconnaissance pour l'hospitalité et l'accueil qui lui ont été réservés et à la délégation qui l'accompagne, avant d'affirmer que cette visite témoigne clairement des ambitions des hautes autorités des deux pays à insuffler une nouvelle dynamique au mécanisme de coopération militaire entre les armées des deux pays, dans la perspective de relever les défis sécuritaires qui prévalent dans le continent africain".

"Notre visite aujourd'hui, qui fait suite à la visite de votre prédécesseur en Algérie en 2022, le Général d'Armée Jean Bosco Kazura, témoigne clairement des ambitions des hautes autorités des deux pays à insuffler une nouvelle dynamique au mécanisme de la coopération militaire entre les armées des deux pays et constitue une opportunité, que nous saisissons, pour l'échange des points de vue sur les questions d'intérêt commun", a-t-il affirmé.

Elle constitue également, a-t-il poursuivi, "une étape importante sur la voie de la concertation entre nos institutions, que nous parcourons ensemble pour le développement des relations bilatérales et la consolidation de la coopération militaire, afin de la hisser au ni-

veau des aspirations des dirigeants de nos pays respectifs, dans la perspective de relever les défis sécuritaires qui prévalent dans le continent africain avec l'efficacité et l'efficience requises".

Pour sa part, le Général d'Armée Moubarakh Muganga a salué "la volonté sincère" qu'il a constatée chez la partie algérienne pour le renforcement des relations militaires bilatérales, s'inscrivant "en droite ligne avec les aspirations des deux pays amis à établir des liens de coopération bénéfiques et fructueux pour les deux pays".

"Les Forces de Défense rwandaises confirment que l'Armée nationale populaire algérienne est, en effet, l'une des Forces militaires les plus respectées et les plus performantes au niveau de notre continent et bien au-delà.

A travers la coopération croissante dans le domaine de la défense, les Forces de Défense rwandaises aspirent à bénéficier des aptitudes de l'Armée nationale populaire et à apprendre de son expérience et son expertise", a soutenu le Général d'Armée Moubarakh Muganga.

A l'issue de cette rencontre, les deux parties ont échangé des présents symboliques, avant que le Général d'Armée, Chef d'Etat-Major de l'ANP ne signe le livre d'Or du siège des Forces de Défense rwandaises, poursuit la même source.

Dans la matinée du même jour, le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, s'était rendu au Mémorial du Génocide, où il a été accueilli par le Général Patrick Karurewa, directeur de la Coopération internationale des Forces rwandaises de Défense.

A l'occasion, le Général d'Armée avait dé-

posé une gerbe de fleurs devant ce mémorial, avant d'observer, avec la délégation l'accompagnant, une minute de silence à la mémoire des victimes de cette tragédie qu'a vécue le Rwanda en 1994.

A l'issue, le Général d'Armée Chanegriha a fait le tour des galeries relevant du Mémorial, où il avait reçu "d'amples explications sur l'histoire du Rwanda et sur l'importance de ce Mémorial, rendant hommage aux victimes du génocide, dans le renforcement des principes de la paix et des valeurs de la réconciliation auprès des générations montantes parmi les enfants du Rwanda et du Continent africain", souligne le communiqué.

Le Général d'Armée, et après avoir signé le Livre d'Or du Mémorial du Génocide, a souligné "l'importance de cette visite pour mieux connaître l'illustre histoire du Rwanda".

"A travers ses réponses à la presse Rwandaise, Monsieur le Général d'Armée a mis la lumière sur le rôle de l'Algérie dans les résistances contre tous types de colonisations et dans la lutte antiterroriste", note la même source. Toujours à la capitale Rwandaise Kigali, le Chef d'Etat-Major de l'ANP s'est rendu, avec la délégation l'accompagnant, au Musée de la campagne contre le génocide.

"Au niveau de ce Musée, Monsieur le Général d'Armée et la délégation l'accompagnant ont visité les différents pavillons où d'amples explications sur cet établissement leur ont été données par les responsables, avant de suivre une présentation détaillée sur cette époque tragique de l'histoire du Rwanda", conclut le communiqué.